



Pas-de-Calais

Le Département

Archives



RECONSTRUIRE L'AVENIR

APRÈS

TERRITOIRES ET HABITANTS
DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

EXPOSITION PROPOSÉE PAR LES DÉPARTEMENTS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

CATALOGUE JEUX DE L'EXPOSITION



Exposition réalisée par les Archives départementales du Nord et les Archives départementales du Pas-de-Calais

Commissariat, administration, numérisation, appui technique, médiation.

Conseiller scientifique

Matthieu De Oliveira, maître de conférences HDR en histoire contemporaine, responsable du master Archivistique et Monde du travail, Université de Lille SHS - IRHIS.

Scénographie et conception graphique

saga.bzh

Remerciements

Pour leur soutien constant :

Béatrice Descamps-Plouvier, vice-présidente du Conseil départemental du Nord en charge de la culture.

Nathalie Delbart, vice-présidente du Conseil départemental du Pas-de-Calais en charge de la culture, citoyenneté, vie associative et éducation populaire, Danièle Seux, vice-présidente du Conseil départemental du Pas-de-Calais en charge des bâtiments départementaux et de l'égalité homme- femme.

Pour leur autorisation à la diffusion de documents :

Les Archives nationales, la Contemporaine, l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense, Gaumont-Pathé archives, l'Historial de la Grande Guerre, l'Institut national de l'audiovisuel, le musée Albert Kahn, le Musée national de l'histoire de l'immigration, le musée du service de santé des Armées.

Pour leur contribution particulière :

Bernard Deleplanque.

Diana Palazova-Lebleu.

Hervé Toulotte.

Pour leur contribution à la réalisation et à la présentation de l'exposition :

La Maison natale de Charles de Gaulle à Lille et les autres services du Département du Nord, les directions de l'Archéologie, de la Commande publique, de la Communication, de l'Événementiel et des Systèmes d'information du Pas-de-Calais, et naturellement les équipes des Archives départementales du Nord et du Pas-de-Calais pour leur investissement au cours de la préparation et du montage de l'exposition.

Exposition labellisée par la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale.

RECONSTRUIRE
L'AVENIR TERRITOIRES ET HABITANTS
APRÈS DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS
LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE



Rendre immédiatement sensible à chacun d'entre nous ce qu'ont pu connaître et endurer les habitants du Pas-de-Calais lors de la Première Guerre mondiale, ainsi que les conséquences de cette dernière, encore prégnantes aujourd'hui : tel a été l'un des axes majeurs que le Département a souhaité suivre depuis près de dix ans, pour le centenaire du conflit. Loin de l'aridité des faits militaires ou des statistiques, au-delà même des seuls noms et prénoms, inscrits sur les monuments aux morts, sur les tombes ou les mémoriaux, cette approche a permis d'incarner les bouleversements et l'hémorragie mondiale qu'a représentés la Grande Guerre.

Les productions mémorielles, culturelles et touristiques, nées dès 2009 dans le cadre de projets européens (« Mémoire de la Grande Guerre », « TransmusSites 14-45 » et « Great War - Between the lines »), et plus encore les résultats de la forte implication du Département à partir de 2013 en sont le résultat : soutien aux acteurs locaux dans la mise en œuvre de projets culturels, participation des services par le biais d'expositions, de programmations ou de publications, collecte et partage en ligne de la mémoire familiale, numérisation et diffusion sur le web de ressources documentaires, propositions pédagogiques diversifiées à destination des jeunes, mais aussi suivi de la demande d'inscription des sites funéraires et mémoriels de la Grande Guerre au patrimoine mondial de l'Unesco. C'est seulement ainsi, en redonnant en quelque sorte la parole aux acteurs disparus de la guerre, que l'on peut faire mentir le poète anglais Charles Sorley, qui ne voyait en eux que des *millions of mouthless dead*.

Cette vision du conflit à hauteur d'homme, modeste mais essentielle, doit s'étendre aussi à la reconstruction et à ce qui allait devenir un « entre-deux-guerres ». La volonté, conjointe avec le Département du Nord, de faire des « sorties de guerre » l'un des thèmes de notre coopération mémorielle en offre l'opportunité. Nos deux territoires ont en effet subi des destins similaires et ont connu les mêmes efforts pour réduire les stigmates de la guerre et assurer une modernisation économique et sociale irréversible.

Voici donc Louise, une jeune veuve de guerre employée dans une usine textile du Nord, et François, un mineur trentenaire du Pas-de-Calais, marqué par ses quatre années de combats. Tous deux, certes fictifs, permettent de retracer les destins multiples de leurs contemporains. Leur énergie, leur soif de progrès, leurs réussites et leurs échecs même, ne peuvent qu'être sources d'inspiration et de réflexion.

Jean-Claude LEROY
Président du Conseil départemental du Pas-de-Calais



Toutes ces dernières années, le Département du Nord s'est fortement engagé dans les commémorations du centenaire de la Grande Guerre, conflit qui a durablement marqué notre territoire et ses habitants. Au travers de projets culturels et touristiques, dont plusieurs projets européens, au travers en particulier de la programmation des établissements culturels départementaux, ainsi que par l'accompagnement de nombreuses initiatives locales, le Département a voulu contribuer à la mémoire de ces événements tragiques, à la préservation et à la transmission d'un patrimoine riche d'enseignements pour tous.

Les Archives départementales du Nord ont ainsi été à l'œuvre : appels à collecte d'archives privées ; numérisation et mise en ligne d'archives, élaboration d'un site internet multimédia dédié à « la Grande Guerre au quotidien dans le Nord » ; ateliers pédagogiques ayant permis à de nombreux élèves, notamment aux collégiens, d'aborder cette histoire de façon active...

La fin du centenaire est un nouveau temps fort dans cette démarche. En novembre 1918, après plus de quatre ans de conflit, le territoire du Nord est dévasté et ses habitants cruellement marqués. Le travail de reconstruction à accomplir est immense dans les villes et les villages, dans les usines et dans les champs, mais également dans les familles, dans la chair et le cœur de chacun. Puis, peu à peu, un territoire et une société profondément transformés et résolument tournés vers l'avenir émergeront.

C'est ce processus porteur d'espoir, et partagé avec notre voisin le département du Pas-de-Calais, également marqué par la même histoire, que les Archives départementales du Nord, en partenariat avec celles du Pas-de-Calais, ont retracé dans l'exposition *Reconstruire l'avenir*. Au travers de nombreux documents d'archives, et en suivant le parcours de Louise, nordiste, veuve de guerre et mère de famille, et de François, ancien « poilu » de retour dans le Pas-de-Calais, cette exposition s'adresse à tous. D'abord visible à Lille à la maison natale Charles de Gaulle, elle circulera ensuite sur tout le territoire du département, parallèlement à la programmation d'événements culturels.

Conjointement avec Jean-Claude Leroy, Président du Département du Pas-de-Calais, et avec ma collègue Béatrice Descamps-Plouvier, Vice-Présidente chargée de la Culture, je vous invite à découvrir et faire découvrir cette exposition tout au long de son itinérance.

Jean-René LECERF
Président du Conseil départemental du Nord

L'OMBRE PORTÉE

DE LA GRANDE GUERRE

La Première Guerre mondiale, par sa durée, son ampleur, l'importance de ses destructions et le nombre de vies sacrifiées, va jeter une ombre durable sur le XX^e siècle français. D'autant que la démobilisation des soldats n'est pas immédiate: elle intervient très progressivement, privilégie l'ancienneté des mobilisés et dure jusqu'à la fin 1919 au moins.

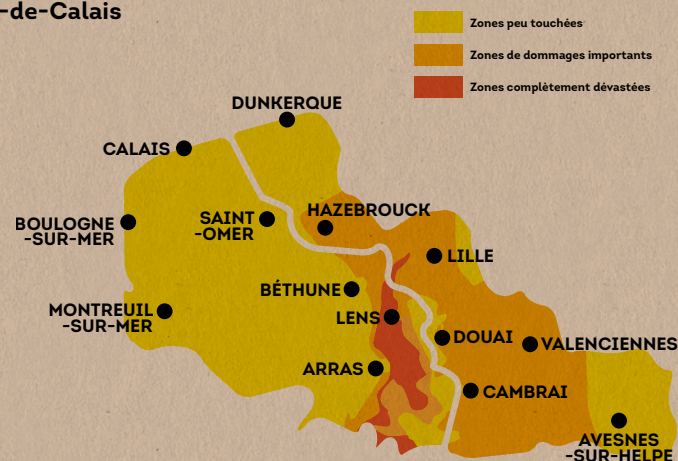
Parmi les conséquences directes, on pense tout d'abord aux classes creuses, régulièrement évoquées pour expliquer le recul démographique du pays. Elles apparaissent comme le résultat direct de la disparition de plusieurs poilus (père, frère, fils) dans chaque famille française, à l'image de celle de Louise. Âgée d'environ 25 ans, mère de deux jeunes enfants, elle a vu son époux partir en 1914 à l'occasion de la mobilisation générale et n'en a pas eu de nouvelles depuis, car elle a la malchance de se trouver de « l'autre côté » de la ligne de front, en zone occupée, à Lille dans le Nord.

Il y a ensuite les destructions matérielles massives qui vont nécessiter de longues années de reconstruction, tout en donnant l'occasion de moderniser la région. Les routes et mines sont largement inutilisables, les champs à l'abandon et les villes en ruine. C'est particulièrement vrai le long de la ligne de front où la « zone rouge » atteint plusieurs kilomètres de large par endroits. C'est pourtant là qu'habite François avec sa famille. Il a 35 ans environ au sortir de la guerre; il a fait ses « trois ans » comme tous ceux de la classe 1905, a été rendu à la vie civile vers 1908 et s'est placé dans les mines. À la mobilisation générale, il lui a fallu rendosser l'uniforme et si les grandes offensives du printemps 1918 l'ont ramené non loin de chez lui, il n'a pas eu l'occasion de revoir les siens.



État des destructions dues à la Première Guerre mondiale dans le Nord et le Pas-de-Calais

La guerre impose sa violence à la géographie et bouleverse profondément les cadres traditionnels de la vie des populations. Les deux départements orientés est-ouest se trouvent balayés par la ligne de front, orientée nord-sud. Celle-ci définit trois espaces distincts : la partie occupée à l'est ; la « France libre » (expression d'époque) à l'ouest ; la zone de combats au centre, mouvante, plus ou moins large, et qui engloutit tout (hommes, bêtes, champs et maisons) dans un maelström de feu et de sang.



1.1. LA FIN D'UN LONG CONFLIT

Si l'armistice sonne la fin des combats, le conflit n'est pas officiellement terminé. Il faut négocier les termes de la paix avec l'Allemagne, se réinstaller dans les régions envahies et désormais libérées, démobiliser 4 millions de soldats encore sous l'uniforme, à commencer par les plus âgés. Dans tous ces domaines, c'est l'affaire de plusieurs mois et les attentes sont fortes, entraînant inquiétudes et frustrations. S'ouvre la période de la « sortie de guerre » qu'on voit comme un « retour à la normale » alors que tout a changé.

C'est pour tous un immense soulagement. François a survécu à la boucherie alors que tant de ses camarades sont morts, mais il lui faut passer la visite médicale, mettre à jour ses papiers militaires et rejoindre le dépôt régimentaire avant de retrouver sa

maison (dans quel état ?) et revoir les siens, après cinquante et un mois de séparation. Son cousin Alton Dondeyne, prisonnier en Allemagne depuis 1916, est rapatrié en décembre 1918 et, comme François, retourne travailler dans les mines. Pour d'autres, il faut attendre le décret de démobilisation générale signé le 14 octobre 1919 seulement.

La dimension la plus visible du processus est l'abandon de l'uniforme. François se voit proposer un costume civil, mais de mauvaise qualité, fabriqué dans l'urgence ou encore de coupe militaire et teint à la va-vite. Ces costumes sont bien vite surnommés « costume national » ou « Abrami », d'après le sous-secrétaire d'État à la Guerre, plus particulièrement en charge des opérations de démobilisation. Mais de nombreux anciens combattants

se sentent déguisés en civil, voire stigmatisés alors même que, faute de moyens, ils sont nombreux à conserver ce costume de longues années. François hésite à l'accepter et préfère toucher une somme de 52 francs, même si elle ne permet pas de s'habiller correctement.

Pour les civils, au-delà de la joie immense de la victoire, c'est le soulagement d'être débarrassés de l'occupant et surtout l'espoir de revoir leurs proches. Les parents du poilu Delattre, de Thivencelles, attendent des informations avec inquiétude. Louise, elle aussi sans nouvelles depuis 1914, espère le retour de son mari et de ne pas avoir à produire le testament qu'il a rédigé avant de partir.



**Alton Dondeyne écrivant
à une table.**

Tirage photographique extrait des *Mémoires et impressions d'un combattant de la Grande Guerre, 1914-1918*.
1939.

Archives départementales du Pas-de-Calais,
5 Num 1/112, pièce 1.

**Prisonnier au camp de Giessen, Alton
Dondeyne (1886-1957) est alors affecté
en usine à Altena (Westphalie).**

[orthographe restituée]

« 11 novembre : Nous apprenons que l'Armistice a été signé à onze heures ce matin, aussi sur l'ordre qui nous est donné d'aller travailler demain nous refusons catégoriquement ! Ce fut des discussions avec le poste, des démêlés avec la direction de l'usine, ect : bref ! Il nous fut répondu qu'on nous ferait marcher avec l'aide des mitrailleuses. Et en effet, des mitrailleuses furent appelées. Alors, nous demandâmes à avoir une entrevue avec le Conseil des Ouvriers et Soldats (Comité Révolutionnaire), l'entrevue fut accordée, des délégués du C.O.S. furent appelés, et après discussion nous donnèrent gain de cause et nous ne devions plus travailler. Hourra ! Nous avons jubilé, nous prisonniers car cette fois, nous avions vaincu les Boches. »

**Lettre d'un père sans nouvelles de son fils au commandant
du 327^e régiment d'infanterie.**

Thivencelles, 7 décembre 1918.

Archives départementales du Nord, 9 R 1265.

Émile Delattre (1888-1915) est tué à l'ennemi le 13 juin 1915 à Colincamps (Somme), à l'âge de 27 ans. Il obtient la mention « Mort pour la France » le 12 septembre 1919. Cette année-là, sur les vingt-huit décès enregistrés par l'officier d'état civil de la commune, douze sont des transcriptions d'actes de soldats décédés.



4182

Chivernelles le 7 Décembre 1918.

À Monsieur le Commandant du 32^e ^{me}
Rég^t d'Infanterie au Dépôt.

Mon Commandant,

C'est un père - ancien caporal clairon au 14^e
Rég^t d'Infanterie en garnison à Verdun - qui
vient vous réclamer des nouvelles de son fils :
(Emile Armand) Delattre, né à Chivernelles le 12
Janvier 1888, incorporé au 32^e d'Inf^{ie}, dès le début
de la guerre.

Je n'ai jamais reçu aucune correspondance de lui
et ce silence de sa part nuit ma femme & moi
sans une inquiétude mortelle.

Vous voudrez savoir la vérité quel que dure quelle
soit, mon Commandant ; c'est pourquoi, nous
vous prions, ma femme & moi, de vouloir bien
nous dire par un prochain courrier, si notre
fils est encore vivant ; s'il a été tué, nous aurons
la consolation de savoir qu'il est mort pour
la Patrie.

Je vous remercie, à l'avance, mon Commandant
et vous prie d'agréer mon profond respect.

A. Delattre



***Le seul habitant revenu
au village déjeune devant
sa demeure.***

Prise de vue de Georges Chevalier.
Autochrome.
Tilloy-lès-Mofflaines, juin 1919.
Musée Albert Kahn, A 16 249.

***Richebourg. Rentrée des
habitants. Première messe.
6 avril 1919.***

Pontoise, imp. Seyès, 1919.
Carte postale.
Archives départementales
du Pas-de-Calais, 10 R 21/326.



1.2. UN BILAN HUMAIN ET MATÉRIEL TRÈS LOURD

La Première Guerre mondiale est souvent présentée comme le premier conflit industriel, mais également le premier à frapper aussi durement les civils, à dévaster aussi durablement le paysage. Le Nord et le Pas-de-Calais paient sur tous ces points un lourd tribut, à la fois parce que les hommes sont mobilisés (comme ailleurs), parce que la région est largement occupée (et pillée par l'occupant) et qu'elle est un théâtre d'opérations militaires sans discontinuer de 1914 à 1918. Lorsque les armes se taisent, on découvre l'ampleur des dégâts : en 1918, à Bailleul « une seule

maison est encore debout », Mazinghien est quasiment rasé et 200 communes du Pas-de-Calais sont considérées comme « anéanties ».

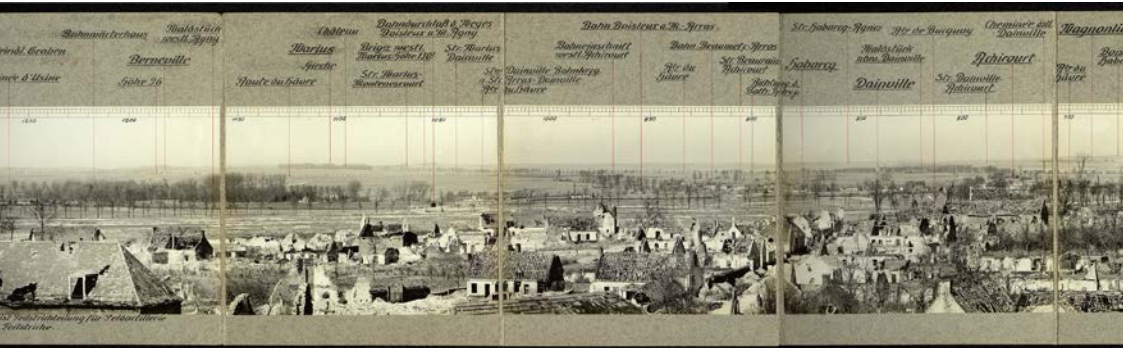
Les civils restés sur place peinent à se reloger dans les ruines. La situation est précaire, d'autant que les démobilisés et autres réfugiés reviennent chez eux et veulent réintégrer leur domicile parfois occupé par des déplacés. La région connaît de vastes mouvements de populations et les tensions sont parfois vives entre les différentes catégories.

Dans les zones rurales, les sols agricoles sont gorgés de cadavres, d'obus et de produits chimiques qui les rendent impropres à la culture, jusqu'en 1976 pour certains. Sur le 1,4 million de poilus morts, 33308 viennent du Pas-de-Calais (dont de nombreux compagnons d'armes de François) et 54184 du Nord. Le mari de Louise, dont le corps n'a pas été retrouvé, en fait partie. La voilà donc veuve de guerre.

Bilan de la Grande Guerre dans le Nord et le Pas-de-Calais

	NORD	PAS-DE-CALAIS
COMMUNES AFFECTÉES PAR LES COMBATS	220	279
DONT		
TOTALEMENT ANÉANTIES	18	167
ET		
DÉTRUITES À PLUS DE 50%	65	57
IMMEUBLES TOUCHÉS	307 300	102 440
DONT		
TOTALEMENT ANÉANTIS	53 172	70 852
MAISONS PROVISOIRES ÉRIGÉES EN OCTOBRE 1922	22 940	35 570
USINES ANÉANTIES	3 360	2 212
HECTARES DE TERRE BOULEVERSEE	418 700	152 792
DONT		
HECTARES DE FORÊTS	21 053	35 690

	NORD	PAS-DE-CALAIS
NOMBRE D'HABITANTS EN 1911	1 961 780	1 068 155
EN NOVEMBRE 1918	1 101 000	530 000
SOIT		
POURCENTAGE D'HABITANTS PARTIS	43,88%	50,38%
SOIT		
NOMBRE D'HABITANTS PARTIS	860 780	538 155
NOMBRE D'HOMMES TUÉS AU COMBAT OU DISPARUS	54 184	33 308
SOIT		
POURCENTAGE DE LA POPULATION DÉPARTEMENTALE	2,76%	3,12%
NOMBRE DE NECROPOLIS FRANÇAISES	5	5
NOMBRE DE CIMETIÈRES MILITAIRES BRITANNIQUES	398	650
DONT		
NOMBRE DE TOMBER	72 351	237 750
NOMBRE DE CIMETIÈRES ALLEMANDS	170	49
DONT		
NOMBRE DE TOMBER	69 529	84 278



Vue panoramique d'Arras et des environs, de Berneville à Farbus, prise depuis Beaurains.

Rundbild aufgenommen von [der] Beobachtungsstelle rotes Schloss Beaurains (südöstl. Arras).

Dépliant comportant quatorze photographies collées sur un support en carton.

24 avril 1916.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 4 Fi 3126.

L'armée allemande réalise d'impressionnants panoramiques photographiques du front, pour détecter les changements de position ennemis ou constater le résultat de ses bombardements.

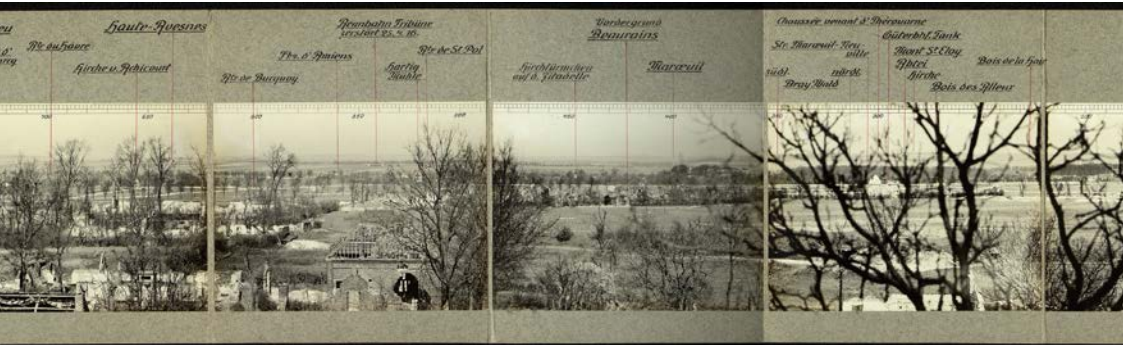


Ruines de l'église de Maubeuge.

Tirage photographique.

[1914-1919].

Archives départementales du Nord, 15 Fi 1007.



**Cambrai. Intérieur
de la cathédrale,
la nef et le chœur.
Inside of cathedral,
nave and choir.**

Carte postale.
[1914-1919].
Archives départementales du Nord,
15 Fi 578.

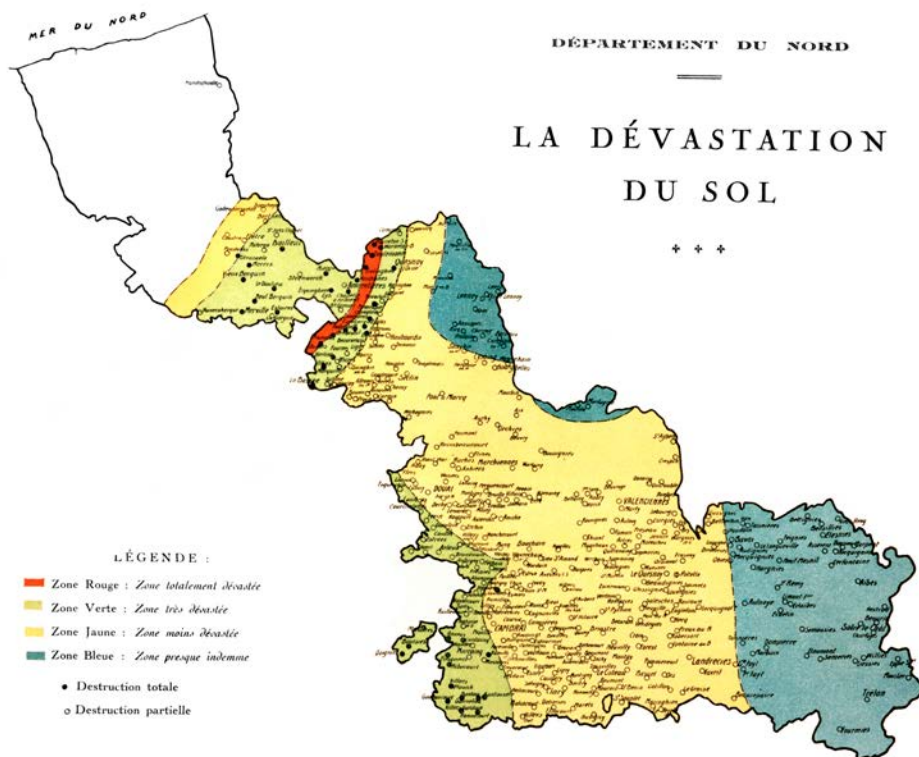
« La dévastation des sols ».

Dans Benoît Morain, *La reconstitution du Nord dévasté au 1^{er} septembre 1923.*

Exposé présenté au Conseil général.

Lille, 1923.

Archives départementales du Nord, BA 8818.



Département du Pas-de-Calais. Bureau topographique, Classement des diverses zones de culture atteintes par les événements de guerre.

Carte.

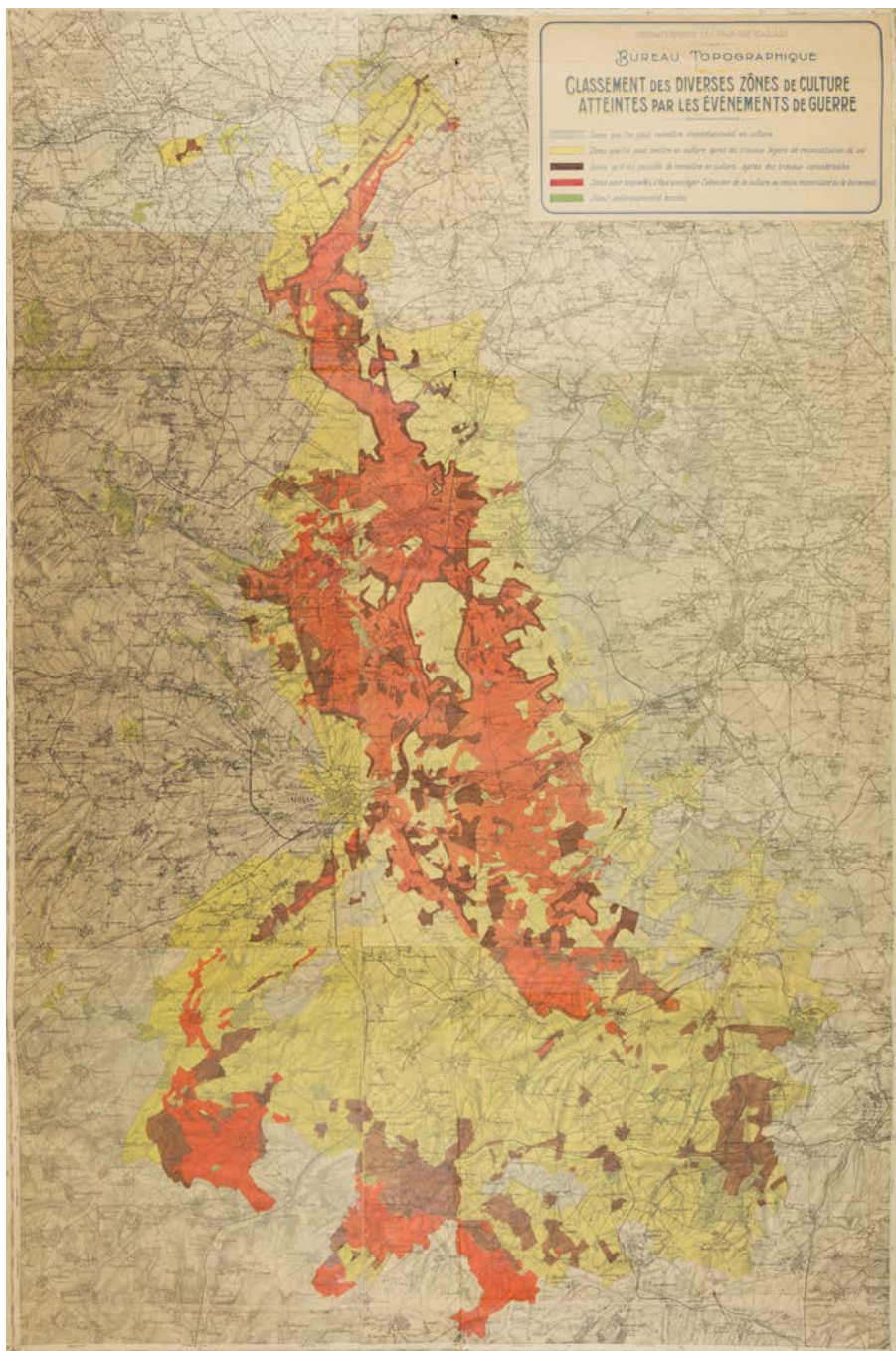
Vers 1919.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 10 R 08/79.

Sur 152 792 hectares de terres dévastées par les combats dans le Pas-de-Calais, 138 082 ha étaient à usage agricole. En 1919, elles sont classées en trois catégories : pouvant être remises en culture après des travaux

légers (en jaune sur la carte), ou considérables (en brun), ou devant être au moins temporairement abandonnées (en orange). La zone rouge (les terres définitivement incultivables) est estimée à 26 440 ha en 1919,

mais est réduite grâce aux opérations de nettoyage à 2 131 ha en 1921, puis à 484 ha en 1923, répartis sur cinq communes, Guenchy-en-Gohelle, Neuville-Saint-Vaast, Souchez, Thélus et Vimy.



Avertissement à la population des risques d'explosion.

Affiche.

Verdun, mars 1927.

Archives départementales du Nord, 3 Z 160.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

AVIS IMPORTANT

Le Colonel Commandant le Parc d'Artillerie de la 1^{re} Région
porte à la connaissance du public que

M. Léon BERGE, Ingénieur

est titulaire d'un marché pour la **récupération générale** sur toute l'étendue des **départements du Pas-de-Calais et du Nord**, des **épaves métalliques** provenant des opérations de guerre gisant ou enfouies, inertes ou non inertes, ainsi que des munitions de guerre de toute nature.

En conséquence **M. Léon BERGE** est seul autorisé à effectuer les travaux ci-dessus désignés.

Le personnel affecté à l'exécution du dit marché est pourvu d'une carte d'identité délivrée par **M. Léon BERGE** et revêtue du visa du Colonel Commandant le Parc d'Artillerie de la 1^{re} Région ou d'un de ses délégués, elle devra être présentée à toute réquisition des autorités.

Vu la fréquence des accidents mortels dus à la manipulation des engins non éclatés, par des personnes non qualifiées, il est à nouveau rappelé à l'attention du public qu'il est formellement interdit sous peine de poursuites les plus sévères de démonter des obus les fusées les armant et les ceintures les entourant, ainsi que de faire le démontage des cartouches.

Pour obtenir l'enlèvement rapide de tous les engins de guerre dangereux ou douteux, adresser une demande écrite aux dépôts suivants de **M. Léon BERGE** : à **Arras**, Parc Ronville, Route de Bueuoy (Tél. 866) ; à **Cambrin**, Route Nationale, La-Bassée-Béthune (Tél. 9) ; à **Lens**, Route Nationale Arras-Lens (Tél. 292) ; à **Bapaume**, Route Nationale Bapaume-Albert (Tél. 36) ; à **Hermies**, Route de Domicourt (Tél. 11) ; à **Bailleul-Nouveau-Monde** (Tél. 75) ; à **Marcoing**, Route de Masnières (Tél. 18) ; à **Lille**, 2, Rue Jean Bart (Tél. 40-36).

Toute opération clandestine relative à la récupération faisant l'objet du marché ci-dessus expose ses auteurs (vendeurs ou acheteurs) à des **POURSUITES CORRECTIONNELLES** sans préjudice des dommages et intérêts dus à l'Entreprise **Léon BERGE**, en compensation de la valeur des métaux soustraits à la récupération régulière.

Douai, le 25 Mars 1929.

Le Colonel Commandant le Parc d'Artillerie de la 1^{re} Région.

Signé : **MAILLARD.**

M. Léon BERGE -- Bureaux d'Exploitation : 12, Rue des Balances à ARRAS (Tél. 785)

DÉPÔTS de M. Léon BERGE

ARRAS - Parc Ronville, Route de Bueuoy Tél. 866
CAMBRIN - Route Nationale, La-Bassée-Béthune » 9
LENS - Route Nationale, Arras-Lens » 292
BAPAUME - Route Nationale, Bapaume-Albert » 36
QUÉANT - Route de Quéant-Lagnicourt » 56

ACHET-LE-GRAND (Face à la Gare)
HERMIES - Route de Domicourt Tél. 11
BAILLEUL-NOUVEAU-MONDE » 75
MARCOING - Route de Masnières » 18
LILLE - 2, Rue Jean Bart » 40-36

19017 - Arras - Imp. Jean MAILLARD et Cie

1.3. UNE GUERRE QUI DURE

Si les combats sont terminés sur le champ de bataille, le conflit laisse des traces, dans les têtes et les corps. Les mutilés et les « gueules cassées » en sont les manifestations les plus visibles et il n'est pas un jour sans qu'on en croise au moins un dans les rues des villes et des villages. Ils ne sont plus qu'une partie d'eux-mêmes, et leurs proches peinent à s'en occuper, comme ce voisin de Louise, gravement blessé à la guerre, tombé du lit où il est cloué et que son épouse laisse par terre, déclarant « refuser de vivre avec un bancal » pour le restant de ses jours.

Et si certains ont eu la chance de revenir indemnes, les traces psychologiques sont là : François n'arrive pas à dormir dans un lit et se réveille parfois en hurlant ; un de ses amis s'enivre fréquemment et se couche avec un revolver sous son oreiller, ce qui terrifie sa femme. Ses camarades Henri Ghienne et Fernand Anckaert doivent quant à eux être internés à la clinique départementale d'Esquermes à Lille pour troubles sévères.

Les divorces sont nombreux, avec un pic en 1920 (2000 dans le Nord) et souvent à l'initia-

tive des maris, inquiets de la conduite de leur épouse pendant leur absence. Et malgré les lois réservant certains emplois aux anciens combattants et mutilés, il leur est parfois difficile de retrouver leur place dans la société d'après-guerre. Il est vrai que la concurrence est rude avec les veuves comme Louise, désormais obligées de travailler, et bientôt les orphelins de guerre.

1.3.1. Blessures de guerre

Carte d'ancien combattant de René Désiré Dupont.

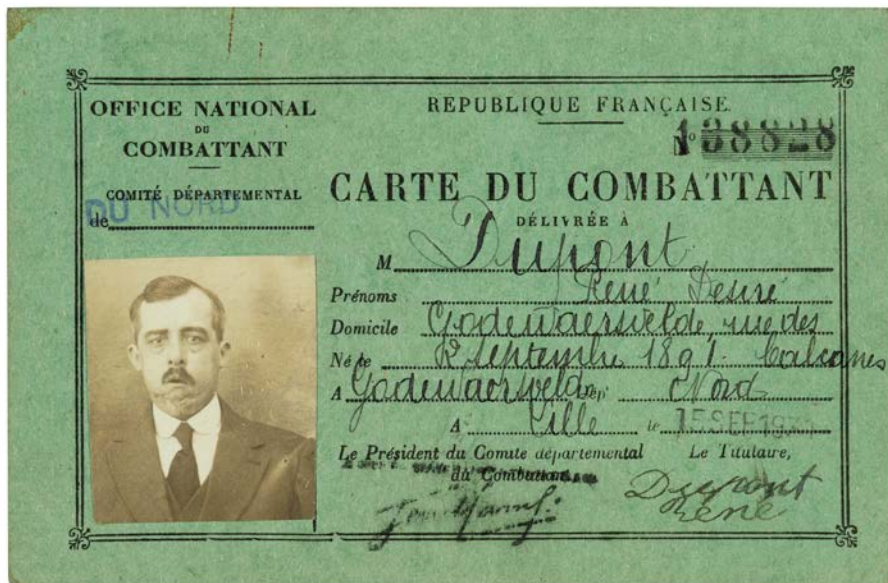
Lille, 15 septembre 1931.

Archives départementales du Nord, 12 R 1735.

René Dupont (1891-1969), né à Godewaersvelde, est arrivé au front en août 1915. Il est blessé par balle au visage le 10 octobre

1916 à Chaumes (Somme). Cette blessure le défigure et il est hospitalisé jusqu'en juin 1919. Un appareil dentaire comble la perte

de ses dents du bas et du haut. Une autoplastie de la joue droite et du menton lui fait afficher une cicatrice visible.



Mutilé employé comme garçon coiffeur.

Prise de vue de Léon Heymann.

Sans lieu ni date.

ECPAD, SPA 10 EY 191 d.



Amputé conduisant une faucheuse.

Prise de vue de Daniau.

La Maison blanche, 10 août 1918.

ECPAD, SPA 12 AD 289.

Carte signalétique du suspect Charles Louis Guédin, condamné pour assassinat d'une Allemande.

Archives départementales du Nord, 1874 W 12/219.

en France, où il avait laissé sa femme qui, selon ses dires, aurait montré une complaisance coupable avec les soldats allemands. Son caractère s'aigrit et il conçoit alors contre les Allemands un amer désir de vengeance. Il rompt avec sa femme et rejoint

Maria Otto pour la persuader de le suivre en France. À leur retour, Charles Guédin assassine Maria, victime expiatoire d'une haine irrépressible de l'« Allemand ».



Citations extraites des attendus des jugements de divorce prononcés par les tribunaux de première instance du Nord (1919-1925).

Archives départementales du Nord, 3 U.

« Elle a déclaré qu'elle souhaitait qu'il ne revînt jamais de la guerre. »

« Elle a transformé leur café en bordel et, après l'armistice, est partie en Amérique. »

« Elle est enceinte d'un Allemand mais dit que c'est d'un Belge. »

« Elle vient d'apprendre qu'il habite Luxeuil où il a contracté un second mariage. »

« Il refuse résolument de rejoindre sa femme au domicile conjugal, il lui indique qu'il admire les belles femmes de Paris. »

« Depuis la fin du conflit, il rentrait ivre tous les soirs et injurait sa femme. »

« Le mari est gravement blessé pendant la guerre, il est cloué au lit. Il tombe et son épouse le laisse par terre, elle le griffe cruellement à la tête, l'injurie 'fainéant, lâche, putassier, dégoûtant' et s'élance vers lui avec un marteau pour lui porter des coups. »

« La vie commune est devenue extrêmement pénible pour la dame, à raison des scènes violentes suscitées par son mari, à ce point qu'on dut le faire interner dans un asile d'aliénés. »

**Manifestation nationale en l'honneur des pupilles de la Nation, 2 novembre 1919.
Le baiser de la France.**

Affiche, d'après un dessin de Madeleine de Beurges.

Paris, Office national des pupilles de la Nation, 1919.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 17 FiB 201.

Aux initiatives privées en faveur des orphelins de guerre, menées dès le début du conflit par des associations philanthropiques, s'ajoutent dans un second temps les interventions publiques. La loi du 27 juillet 1917 crée le statut de pupilles de la

Nation et une administration spécifique à leur intention (office national et comités départementaux). Le statut assure au bénéficiaire une protection juridique (transfert de la puissance paternelle et de sa tutelle à la mère) ; en outre,

la Nation « assume la charge, partielle ou totale, de l'entretien matériel et de l'éducation nécessaires au développement normal du pupille. ». L'attribution de secours est subordonnée à l'insuffisance des ressources de la famille.



Lettre de M^{me} veuve Desrousseaux pour l'obtention du statut de pupilles de la Nation pour ses enfants.

Tourcoing, 14 mars 1920.

Archives départementales du Nord, 11 R 433.

Aristide Desrousseaux (1887-1915), acheteur de laines pour la maison Masurel fils de Roubaix, décède sur le champ de bataille d'Hébuterne le 29 juin 1915. Il laisse une veuve, Fernande Lapersonne (1887-1963), et deux orphelins qui seront pupilles

de la Nation, Aristide né à Tourcoing en 1913 et Henriette née à Limoges en 1915. Dès 1921, Aristide reçoit des subventions pour ses études (lycée de la Providence à Amiens, école supérieure de commerce de Lille) et même pour un voyage

en Angleterre en août 1932. Henriette prépare le concours d'infirmière d'État. La veuve, Fernande, travaille en tant qu'employée à la commission sur entreprises de voyage ».

Tourcoing le
14 Mars 1920

Monsieur le Gouverneur de la
République.

Je me permets d'attirer votre
attention sur la situation de
mes enfants, orphelins de guerre l'un
et l'autre, mon mari Aristide
Desrousseaux, tué au 24^e d'infan-
terie 2^e compagnie étant ici tué
à Hébuterne le 29 Juin 1915. Ayant
fait une demande d'admission comme
pupille de la Nation à l'Office
Départemental siégeant à Valenciennes
pour ces deux enfants l'aîné Aristide
Desrousseaux né à Tourcoing
le 27 Octobre 1913, la seconde Henriette
Desrousseaux née à Limoges le 14
Janvier 1915, je n'ai reçu pour ces
deux enfants de secours (N^o 114 et 115)
pour les orphelins nécessiteux non

reconnus pupilles de la Nation.
Je crois que la loi du 27 Juillet 1917
reconnait comme pupilles de la Nation
tous les orphelins de guerre sans exception
sauf s'ils ont été mariés. Ayant
la bonté de faire la demande pour
que mes enfants puissent obtenir
ce titre le plus tôt possible.
Aristide fut la plus brillante des
situations d'acheteur de laines pour
la maison Masurel fils de Roubaix
en Australie, mon mari sans
héritier est revenu en France à la
mobilisation pour reprendre son
service et faire son devoir de
citoyen. Sa mort me prive
de toute ressource, hors la pension
de 1.100 francs que le gouvernement
m'accorde comme veuve de soldat
et un plus 600 francs de majoration
pour mes deux enfants ce qui me
donne au total et annuellement
1.700 francs environ avec laquelle

J. fait vivre moi-même, il leur
est enfants et pourvoit à leur
éducation. Avant qu'il élût, mon
mari comme moi-même. Dans
les principales maisons d'éducation
de la région (mon mari sortit
médecin de l'école de commerce de
Lille en 1808 après avoir obtenu la
médaille d'or au collège de Roubaix
bachelier à 16 ans) il est père
de nos enfants lui-même sort
dans la place à laquelle ils ont droit
dans la société, aussi j'ai espéré
que la Nation pour laquelle leur
père donna si généreusement sa vie
me viendrait en aide pour l'éducation
de ces enfants et qu'elle acquitterait
leurs dettes nos orphelins la
dette de reconnaissance acquise au
prix de la mort de leur père.

J. ai espéré, Membre de l'Assemblée
de la République, que votre jugement

sera favorable à nos chers
enfants qui sont arrivés
parmi les pupilles de la
Nation.

En attendant sur votre appui
je vous prie d'agréer mes
respectueux salutations

M. Debussche Leperonne

35 rue de L'Esplanade

Lille

1.3.3. Perpétuer le souvenir

En 1919, le 11 novembre est célébré, bien que discrètement ; dès 1920, l'État rend les hommages militaires au soldat inconnu inhumé sous l'Arc de Triomphe et, en 1922, la date devient une fête nationale fériée. Dans la foulée, les communes érigent des monuments aux morts portant les noms des héros disparus, parfois très tôt. Les premières inaugurations ont lieu dès 1919 dans la région, la plus précoce étant celle de Blangy-sur-Ternoise (14 juillet).

Louise, comme les autres veuves de guerre, assiste à ces cérémonies en grand deuil, accom-

pagnée de ses enfants, désormais pupilles de la Nation. Non loin, pleurent les parents et les « veuves blanches », fiancées à un poilu qui n'est pas revenu. Les anciens combattants, tel François, perpétuent par leur présence la mémoire de leurs frères d'armes. Ceux-ci sont parfois d'anciens collègues de travail et leur nom apparaît sur les monuments d'entreprise, ainsi sur celui des mines de Lens. Le processus mémoriel se poursuit dans les écoles, avec un culte des disparus largement entretenu auprès des enfants.

Les communes sont elles aussi honorées, reconnues villes martyres (Arras, La Bassée), décorées de la croix de guerre (Bailleul, Calais) ou de la Légion d'honneur (Douai, Lens). Le classement « Monuments historiques » de certaines ruines de guerre intervient enfin dès 1919.



Fête patriotique en l'honneur de la victoire, en présence du président du Conseil Georges Clemenceau et du président du conseil général du Pas-de-Calais Charles Jonnart.

Négatif sur plaque de verre.
Sans lieu, [1919 ?].

Archives départementales du Pas-de-Calais, 4 Fi 2322.



Tableau commémoratif de Jules Langlet.

Archives départementales du Nord, 2 objet 1.

Jules Fernand Langlet est né à Reims en 1883. Mobilisé, il est mort à Aiguilcourt (Aisne) le 13 septembre 1914. Ce type de tableau, produit après l'armistice, était destiné à rappeler le parcours héroïque du soldat et la mémoire du fils, du père ou du mari disparu.

Demande de carte d'ancien combattant de Maria Ponthieux.

Cambrai, 6 juin 1931.

Archives départementales du Nord, 12 R 2023.

Maria Ponthieux (1875-1950) est née à Honnecourt. Pendant l'occupation allemande, elle est agent secret au service de renseignement du contre-espionnage pour les Alliés. Arrêtée le

31 août 1915, elle est condamnée à dix ans de travaux forcés le 22 octobre 1915. Elle reste en captivité jusqu'en novembre 1918. Elle reçoit la croix de guerre pour ses actions de résistance.

Elle est adhérente de l'Union des mutilés et réformés du Cambrésis. En juillet 1963, une décision du ministre des Anciens Combattants la déclare « Mort pour la France ».

MINISTÈRE
DES PENSIONS.
OFFICE NATIONAL
DU COMBATTANT.

PREFECTURE DU NORD
OFFICE DÉPARTEMENTAL
MUTILÉS COMBATTANTS
10 JUIN 1936
PUPILLES DE LA NATION
ARRIVÉE

DEMANDE DU 8 juin 1931
Loi du 16 avril 1930.
Décidé
NOTIFICATION DU 20 juin 1936
du 7 août 1930.
Transmis à la Section
Départementale des Pensions
20 JUIN 1936

DECLARATION
CONCERNANT LES SERVICES MILITAIRES ET DE GUERRE, FAITE À L'APPUI D'UNE DEMANDE
DE RETENUE DU COMBATTANT.

Nom Ponthieux, prénoms Maria Philomène
né(e) à Honnecourt, le premier Mai 1875
titulaire de la carte du Combattant n° 161818, délivrée par le Comité départemental
du Nord, demeurant actuellement à Cambrai
9, Rue Ernest Renan.
Indication (facultative) de l'Association d'anciens combattants et victimes de la guerre dont fait partie
l'intéressée "Union des Mutilés et Réformés du Cambrésis."

A. Opérations effectuées entre le 2 août 1914 et le 11 novembre 1918.

1° A appartenu exclusivement (Agent secret au Service des renseignements du
contre-espionnage pour les Alliés (Association d'Espionnage Chabrier,
fusillés tous deux par les Allemands à Maubeuge le
12 au 14) du 22 octobre 1915 par le Conseil de Guerre Allemand

2° Appartenait au (a) Condamnée à dix ans de travaux forcés
le 22. 10. 1915 par le Conseil de Guerre Allemand

3° Appartenait au (a) vingt ans de détention
pour (c) Mort pour la France

4° Appartenait au (a) _____ et a été évacué le _____
pour (d) _____

5° Appartenait au (a) _____ et a été fait prisonnier le 31 Août 1915
à (c) Cambrai.

(a) Préciser le régiment et l'unité, par exemple : 7^e compagnie du 50^e Régiment d'infanterie, du 17 janvier 1915 au 31 mars 1916.
(b) Indication et circonstances de la blessure de guerre; par exemple : blessé par éclat d'obus, le 13 juin 1915, à Ablain Saint-Nazaire, plaie
en sillon de la région tricipitale.
(c) Indication de la blessure reçue en service commandé; par exemple : a été évacué le 31 décembre 1917 pour coup de pied de cheval au genou.
(d) Indication de la maladie contractée en service; par exemple : a été évacué le 20 octobre 1917 pour entérite.
(e) A été fait prisonnier le 1^{er} mars 1916 à Verdun.

2241-536-J. 36271-35. [35877]

Remise de décorations à une infirmière et à des civils sur la place d'Armes.

Tirage photographique.

Calais, [1918-1920].

Archives départementales du Pas-de-Calais, 43 Fi 579



Remise de décorations à des militaires sur la place d'Armes.

Tirage photographique.

Calais, [1918-1920].

Archives départementales du Pas-de-Calais, 43 Fi 574.



Monument aux morts d'Izel-lès-Équerchin, maquette en plâtre d'Henri Rogerol.

Tirage photographique de J.-M. Cockell, Douai, annexé à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 1934.
Archives départementales du Pas-de-Calais, 2 O 10390.

Le monument aux morts d'Izel-lès-Équerchin représente une veuve et sa fille fleurissant la tombe de leur mari et père, que rappelle un casque de poilu. Elles sont accompagnées par un chien,

iconographie exceptionnelle dans une telle œuvre. Celle-ci est due au sculpteur douaisien Henri Rogerol (1877-1947), aussi auteur des monuments aux morts de Cantin, Corbehem et Courche-

lettes, et qui a été déporté au camp d'Holzminden comme otage civil pendant la guerre.

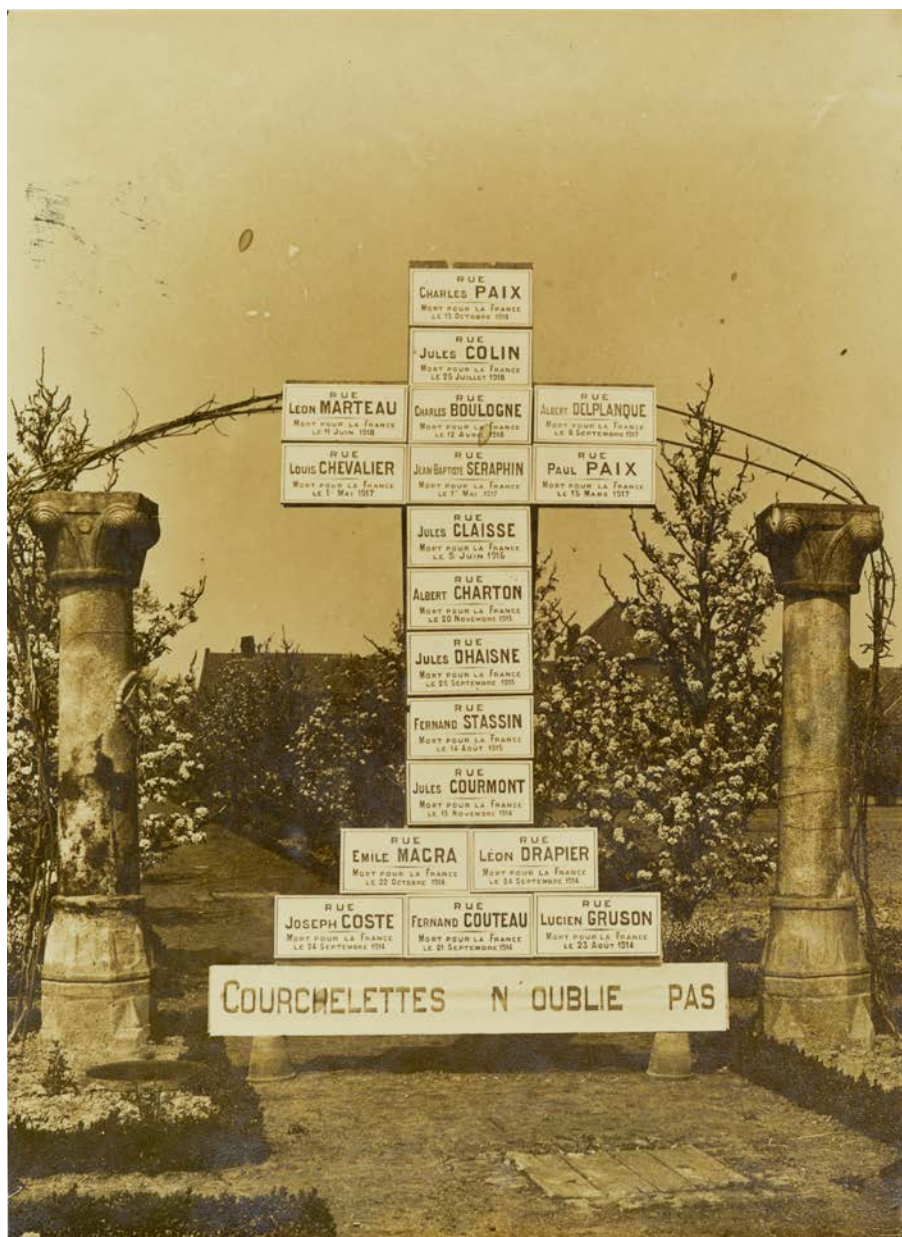


Courchelettes, monument provisoire avant la pose des plaques dans les rues dédiées.

Tirage photographique.

Juillet 1919.

Archives départementales du Nord, M 149/135.



Éléments d'identification du corps du caporal Jean Clerc, inhumé à Neuville-Saint-Vaast.

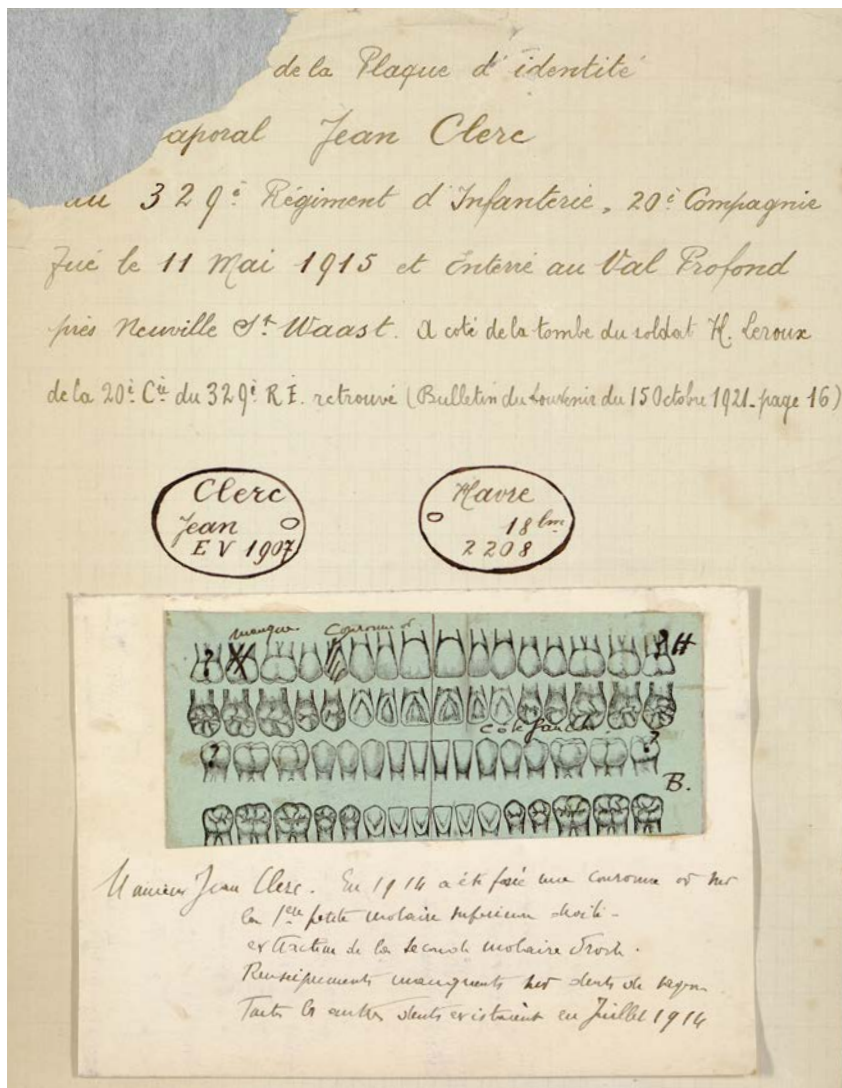
[1921-1923].

Archives départementales du Pas-de-Calais, 42 J 150.

Né le 9 février 1887 à Roubaix, fils d'un négociant installé ensuite à Harfleur, Jean Henri Clerc s'engage en 1905 pour trois ans. Caporal au sein du 329^e régiment d'infanterie pendant la guerre, il

est tué à Neuville-Saint-Vaast, le 11 mai 1915. Il reçoit la croix de guerre avec étoile de bronze et est cité à l'ordre du régiment le 22 juin : « Gradé énergique et d'un grand courage. Est

tombé glorieusement le 11 mai en entraînant ses hommes à l'attaque ». Son corps est identifié grâce à sa plaque d'identité et à l'examen de ses dents.



N.-D.-de-Lorette - 12 juin 1932. Inauguration du monument de Monseigneur Julien et 5^e manifestation des familles des morts.

Illustration de Danilo.

Affiche.

Paris, Edia, [1932].

Archives départementales du Pas-de-Calais, 17 F1B 221.

Créé après la bataille de mai 1915, le cimetière de Notre-Dame-de-Lorette devient après la guerre la plus grande nécropole française de regroupement du front occidental, avec le rapatriement de corps

provenant d'Artois, de Flandres et de Belgique. En 1920, une association du Monument de Lorette se constitue pour « l'érection d'un monument commémoratif sur la colline de Lorette », par le biais d'une souscription publique.

La construction de la nécropole, confiée à l'architecte lillois Louis-Marie Cordonnier, s'étend sur dix ans. L'inauguration du site a lieu le 22 août 1925 devant près de 100 000 personnes.

N.-D. DE LORETTE - 12 JUIN 1932

INAUGURATION

du

MONUMENT

de

Monseigneur JULIEN

5^e MANIFESTATION

des

FAMILLES

des

Morts



SAMEDI 11 JUIN

A 21 h. 30. — Veillée des Morts. Méditation par M. le Chanoine BERNARDIN, Vicaire général de Lille.

Chœur par la Maîtrise des Frères Séculiers d'Arras.

DIMANCHE 12 JUIN

A 9 h. 30. — Grand-Messe Pontificale célébrée par S. Exc. Monseigneur DEVOY, Evêque d'Arras.

Chœur par la Maîtrise de la Cathédrale et du Grand Séminaire d'Arras.

A 11 heures. — En présence de Son Eminence le Cardinal LEBLANC, Evêque de Lille, Messe d'Inauguration de Monseigneur JULIEN, Discours de Son Exc. Monseigneur DEVOY, Evêque d'Arras.

Chœur par la Chorale des Moines de Reichenau. Directeur : R. DEVOY.

A 12 heures. — Messe d'Inauguration de Monseigneur GUYOT, administrateur, et de tous les Membres dévoués de l'Association. Allocution de M. le Chanoine MARTEL.

Chœur par la Chorale des Moines de Reichenau. Directeur : R. LEBLANC.

A 15 heures. — Cérémonie à la Tour, avec le concours de l'Orchestre des Moines de Reichenau. Directeur : M. DEVOY, et de la Chorale Saint-Étienne de Tournay. Directeur : R. LEBLANC.

A 16 heures. — Salut solennel. Discours de Son Eminence le Cardinal LEBLANC, Evêque de Lille.

Précis de l'ensemble des programmes et de l'itinéraire, pour tous renseignements, au Secrétariat de l'Association du Monument de N.-D. de Lorette, 4, rue des Fours, à ARRAS. Téléphone : 1-63.

EDIA - PARIS

17, rue de Valenciennes

(Affiche : d'Estienne)

Plan du cimetière franco-allemand d'Assevent.

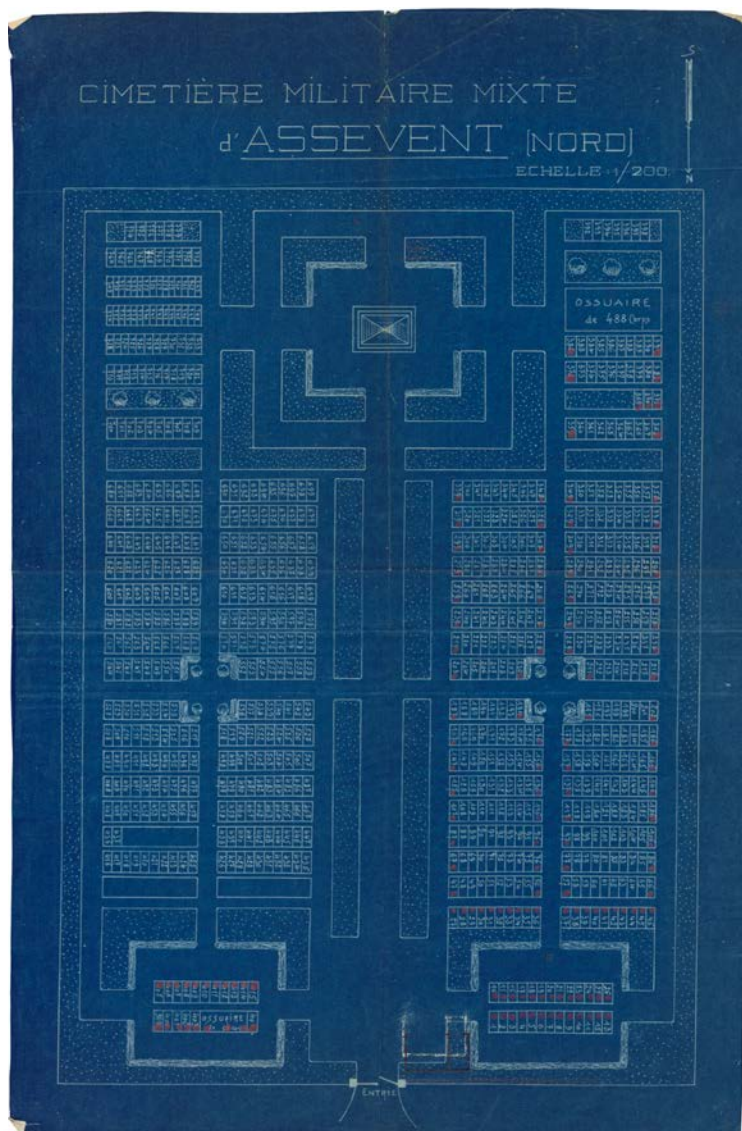
1924.

Archives départementales du Nord, 66 J 1918.

Le cimetière militaire d'Assevent est créé par l'autorité militaire allemande en 1916 en l'honneur des « morts immortels » tombés pendant le siège de Maubeuge (29 août-8 septembre 1914).

Le gouverneur Karl Ritter von Martini ordonne aux maires des communes environnantes qui ont accueilli les sépultures temporaires des combattants de transférer ces morts dans le

cimetière d'Assevent. La nécropole abrite aujourd'hui les restes de soldats français, allemands, russes, roumains, britanniques...



Le maréchal Foch, Lord Birkenhead, secrétaire d'État pour l'Inde, et le maharajah de Kapurthala à l'inauguration du mémorial indien de Neuve-Chapelle.

Prise de vue de Jules-Henri Scrive-Loyer (1872-1937).

Tirage photographique.

Richebourg, 7 octobre 1927.

Archives départementales du Nord, 39 Fi 153.

Il s'agit du seul monument du front ouest rendant spécifiquement hommage aux soldats et travailleurs de l'Inde coloniale, morts ou disparus en France et en Belgique au cours de la Grande Guerre. Il a été érigé là-même où les troupes indiennes ont combattu, en mars 1915, lors de la prise de Neuve-Chapelle.



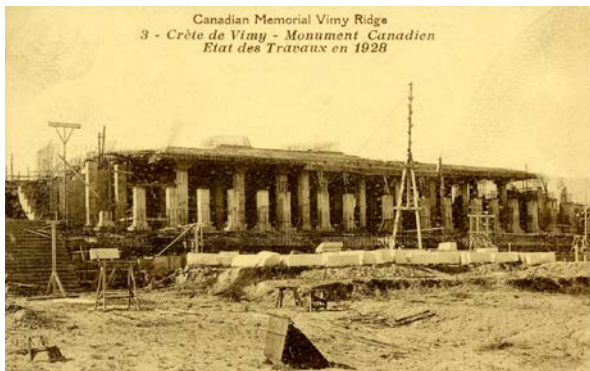
Canadian Memorial Vimy Ridge. Crête de Vimy. Monument canadien. État des travaux en 1928.

Carte postale.

1928.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 5 Fi 861/93.

Afin de commémorer la participation de ses troupes à la Première Guerre mondiale, le gouvernement canadien décide d'ériger, sur la crête de Vimy, un mémorial entouré d'un parc. Les travaux sont confiés à l'architecte et sculpteur Walter Seymour Allward (1876-1955) sur un terrain mis à disposition par la France. Les travaux débutent en 1925 et prennent fin onze ans plus tard. Le monument est inauguré le 26 juillet 1936 en présence du roi Édouard VIII et du président de la République Albert Lebrun, devant une foule de plus de 100 000 personnes.



Vestiges de guerre

Abri bétonné, sur la route d'Arras à Souchez, protégé au titre des vestiges de guerre.

Négatif sur plaque de verre.

Vers 1920.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 45 J 516.

La proposition de protection de quatre abris bétonnés, faite par l'architecte en chef des monuments historiques Pierre Paquet (1875-1959), et approuvée par le ministère des Beaux-Arts, n'a cependant pas permis leur conservation.



Tourisme de mémoire

Pèlerinage à la chapelle provisoire de Notre-Dame-de-Lorette.

Prise de vue de Charles Lecointe.

Négatif sur plaque de verre.

Ablain-Saint-Nazaire, 1919.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 36 Fi 270.

La nécropole de Notre-Dame-de-Lorette devient rapidement le lieu central des pèlerinages en Artois, laïcs aussi bien que religieux. Un train, puis un service d'autocars sont mis en place. Des cérémonies annuelles sont en outre organisées, en présence de personnalités telles que le roi George V en 1922. Lors de l'inauguration en 1925, est créé un service d'ordre, « les fidèles servants de Notre-Dame de Lorette ». La garde d'honneur de l'ossuaire voit officiellement le jour deux ans plus tard, le 9 juillet 1927, comme partie intégrante de l'association du monument.



Arras. Édité par la Compagnie du chemin de fer du Nord : vue du beffroi en ruines.

Illustration de Géo Dorival.

Affiche.

Paris, Cornille et Serre imp., 1920.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 17 F1B 1097.

Dès 1919, la compagnie du chemin de fer du Nord crée un train spécial de tourisme militaire ; la même année, est fondé à Arras un comité de tourisme d'Arras et des champs de bataille de l'Artois, qui organise des circuits en autocars, avec guides et interprètes.



Arras. Guide souvenir, Guerre 1914-1918.

Arras, E. Davrinche éd., 1919.

Archives départementales du Pas-de-Calais, BHA 1003/4.

Le développement du tourisme des champs de bataille entraîne la publication de nombreux guides, par les entreprises de pneumatiques Michelin et Goodrich, la compagnie du chemin de fer du Nord ou, plus tard, le syndicat d'initiative d'Arras.



LA RENAISSANCE

D'UNE RÉGION

Une fois achevée la phase de reconstruction à proprement parler, les autorités et populations locales ambitionnent de bâtir un avenir fait de croissance économique et de progrès social. De façon emblématique, deux grandes manifestations rendent compte de la transformation de la région : l'Exposition internationale pour la Renaissance du Nord de la France organisée à Lille en 1920 et celle consacrée au Progrès social qui se tient en 1939 à Lille et Roubaix. Si la première se veut avant tout programmatique et propose des pistes pour accélérer le relèvement de la région, la seconde atteste de la profonde transformation que celle-ci a connue en une vingtaine d'années en présentant nombre de réalisations concrètes.

Cela passe en premier lieu par la restauration de l'outil de production, industriel comme agricole, mais surtout par sa modernisation, avec l'achat de nouvelles machines permettant d'augmenter la productivité dans les usines comme aux champs. En quelques années, la région reprend sa place dans le peloton de tête de l'économie française. C'est plus particulièrement observable dans les secteurs du textile (que connaît bien Louise) et de la mine (qui emploie François), avant que la crise, à partir de 1931, ne fragilise la situation.

Les années 1920-30 sont également celles des avancées sociales : loi des 8 heures en 1919, des 40 heures en 1936, reconnaissance des droits syndicaux, etc. Dans une région aussi profondément industrielle, voilà des décisions qui changent la vie des habitants.

L'après-guerre est encore la période d'électrification massive des villes et des campagnes, qu'accompagne la (progressive) généralisation de l'eau courante à l'intérieur des habitations. La loi Loucheur enfin, du nom du ministre (roubaisien d'origine) du Travail et de la Prévoyance sociale, organise à partir de 1928 l'intervention financière de l'État en faveur de l'habitat populaire, et prolonge l'effort privé ou municipal consenti sur les habitations à bon marché (HBM) depuis 1893. Chacun peut désormais en profiter, à plus ou moins long terme.

L'avenir réinventé, c'est enfin la découverte puis l'adoption de nouveaux modes de consommation culturelle : de nouvelles danses (dont Louise est curieuse), de nouvelles coupes de cheveux (dont celle dite « à la garçonne ») et de nouvelles tenues vestimentaires, mais aussi l'essor de la TSF (Français s'en achète une dès qu'il en a les moyens) ou encore le passage du cinéma muet au parlant (1927).

2.1. DES EXPOSITIONS EMBLÉMATIQUES

1^{re} exposition internationale pour la Renaissance du nord de la France.

Affiche.

Lille, imprimerie Delemar et Dubar, 1920.

Archives départementales du Nord, non coté.



L'Exposition du Progrès social. Lille-Roubaix, mai-octobre 1939.

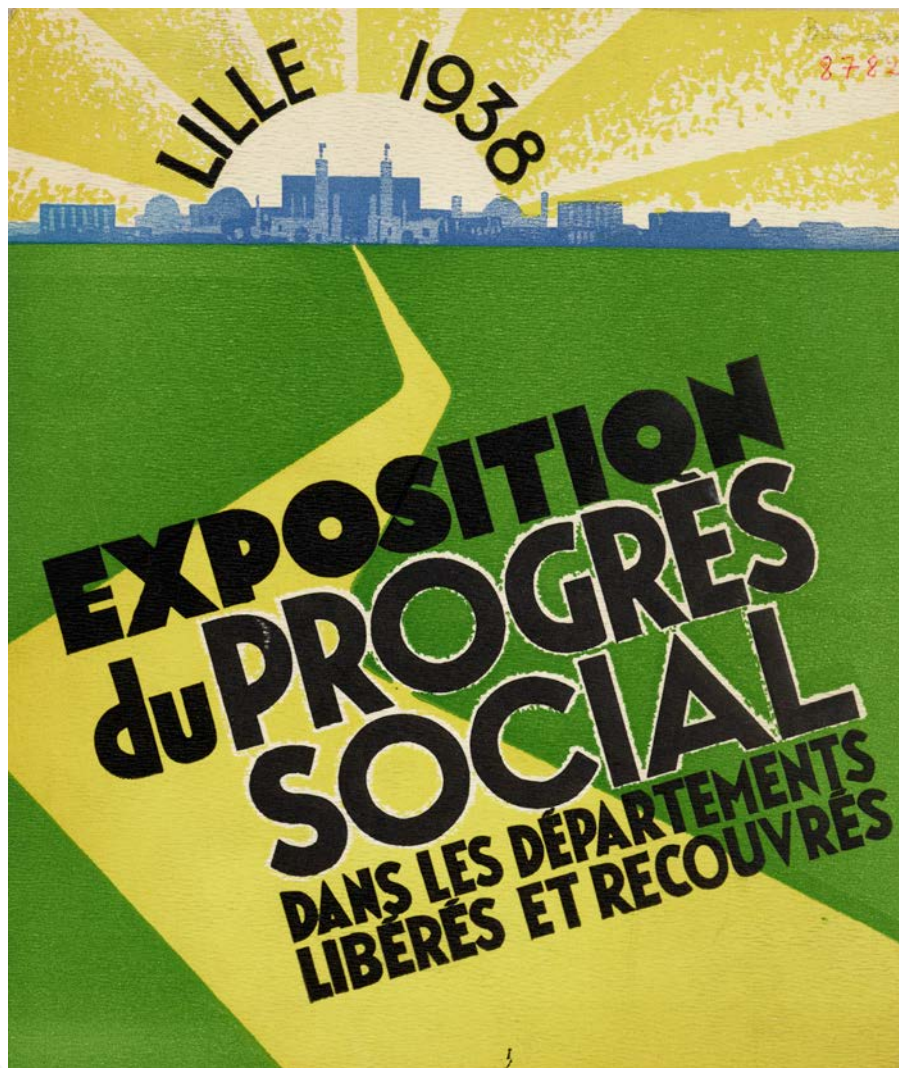
Lille - Roubaix, mai-octobre 1939.

Archives départementales du Nord, 76 J boîte 165 d 26/1 bis.

Lancée par l'Association des maires du Nord et de l'Est, l'exposition du Progrès social dans les départements libérés et recouverts entend montrer que ces derniers ont été un laboratoire d'expérimentations « en matière d'hygiène, d'assainissement, d'urbanisme, de

lutte contre les fléaux physiques (feu, eau, etc.), de prévoyance et d'assistance, d'habitation, de puériculture et de protection de l'enfance, de santé publique, d'enseignement, d'éducation physique, d'organisation du travail et des loisirs, de tourisme, etc. » Elle doit ainsi permettre

« une véritable résurrection française », y compris par la confrontation avec les nations nordiques invitées (dont l'Allemagne). Inaugurée le 15 mai 1939, l'exposition s'est vraisemblablement arrêtée prématurément, à la suite de la déclaration de guerre.



2.2. RESTAURER L'OUTIL DE PRODUCTION

Au cours de leur retraite dans les derniers mois du conflit, les Allemands n'hésitent pas à détruire volontairement l'outil de production. C'est donc une région économiquement anéantie que les troupes françaises « libèrent », alors que le charbon (principalement dans le Pas-de-Calais), le textile et la métallurgie (avant tout dans le Nord) constituent les secteurs phares de l'activité nationale, tout comme l'agriculture en région.

Chacun de ces secteurs fait l'objet de toute l'attention des autorités nationales et locales, en lien

avec les milieux économiques, œuvrant chacune à leur niveau pour reconstruire la région et relancer l'activité, industrielle comme agricole. Ces importants travaux sont pour partie financés par les indemnités de guerre dues par l'Allemagne mais surtout via les emprunts du Crédit national. Ce dernier, apparu en 1919, devient rapidement un interlocuteur incontournable des acteurs publics et privés. Il émet des obligations destinées à rembourser les dommages de guerre et finance ainsi une large part de la reconstruction au cours des années 1920.

La reprise de la production est attestée dès 1919-21, souvent grâce à de nouvelles machines, plus modernes et plus performantes (qu'il s'agisse de métiers à tisser ou de moissonneuses-batteuses), mais aussi à l'électrification d'une partie des entreprises. Il faut également réinsérer les millions d'anciens combattants dans la vie professionnelle. Et si François retrouve vite son emploi dans les mines, il est plus difficile pour Louise de conserver sa place dans l'atelier textile qui l'employait.

2.2.1. Le financement

Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre.

Affiche représentant l'église en ruines d'Ablain-Saint-Nazaire.
Paris, L'Avenir Publicité éd., imp. E. Pigelet, [1919-1920].
Archives départementales du Pas-de-Calais, 17 FiC 3093.

Entre 1919 et 1924, le Crédit national recueille 25 milliards de francs par l'emprunt et des avances du Trésor, lui permettant de financer plus de 70 % des réparations versées avant 1930.

CRÉDIT NATIONAL
pour faciliter la Réparation des Dommages causés par la Guerre



ÉMISSION de 8 millions d'obligations de 500 francs 5% rapportant 25 francs d'intérêts annuels nets de tout impôt français présent et futur, remboursables en 75 ans, soit à 500 francs, soit par lots.

8 Tirages par an, 8 lots de 1 million.
Chaque tirage comprend :

1 lot de 1 million	1.000.000 francs
1 lot de 500.000	500.000 —
2 lots de 200.000	400.000 —
3 lots de 100.000	300.000 —
6 lots de 50.000	300.000 —
13 lots	pour 2.500.000 francs

Chaque Année **104 lots pour 20 millions de francs.**
LES LOTS SONT PAYÉS NET DE TOUT IMPÔT FRANÇAIS PRÉSENT ET FUTUR

Prix d'émission: 485 francs.

Édité par L'AVENIR PUBLICITÉ - Paris Imp. E. JORILLET - Paris

Emprunt national 1920. Banque générale du Nord, ancienne Banque Verley, Decroix.

Paris, 1920.

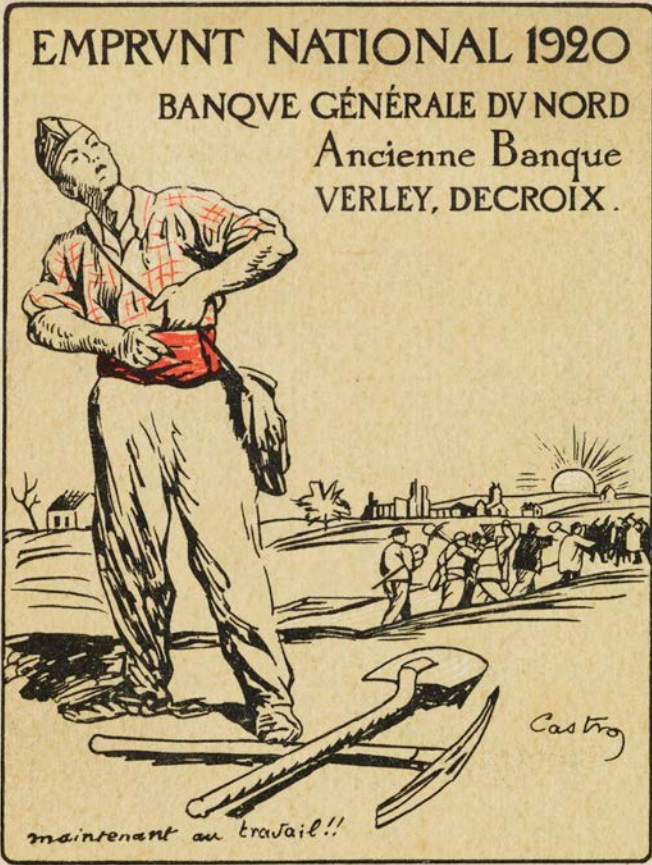
Archives départementales du Nord, 102 J 28.

La Banque générale du Nord est créée en 1919 de l'association de la Banque Verley-Decroix et compagnie, de la société générale de Belgique et de la Banque de

l'Union parisienne. Son objectif est de rayonner sur le Nord et l'Est de la France. Outre la proposition de souscription à l'emprunt, l'affiche invite la

population à rebâtir et restaurer l'outil de production, notamment agricole.

EMPRUNT NATIONAL 1920
BANQUE GÉNÉRALE DU NORD
Ancienne Banque
VERLEY, DECROIX.



maintenant au travail!!

Castro

Souscrivez au SIÈGE SOCIAL, 42, Rue Royale à LILLE
à PARIS, 3, Rue Taillbout
et dans toutes les Succursales & Agences
de la Société en Flandre, en Artois et en Picardie.

2.2.2. Les chevilles ouvrières

Reconstruire la région est un chantier immense imposant la mobilisation de tous. Les ministères des Régions libérées et de la Reconstitution industrielle, confiés au roubaisien Louis Loucheur, définissent la politique nationale et assurent la coordination des services. Les parlementaires, ainsi Paul Hayez ou Charles Jonnart, relaient au

niveau central les besoins des deux départements et de leurs administrés. Les conseils généraux, présidés par ce dernier pour le Pas-de-Calais et par Georges Vancauwenberghe pour le Nord, accompagnent et soutiennent les réalisations sur le terrain en étroite relation avec les services préfectoraux. Mais ce sont avant tout les maires, comme Émile

Basly à Lens, qui sont en première ligne et œuvrent au quotidien, en lien avec les architectes (qu'il s'agisse de Pierre Paquet, de Louis-Marie et Louis-Stanislas Cordonnier ou de Paul Decaux), les chambres de commerce et d'industrie, les chambres d'agriculture ou les acteurs économiques, comme Louis Peulabeuf.

Louis Loucheur (1872-1931).

Dans les régions dévastées. L'œuvre de reconstitution et la solidarité française, 2^e édition.
Paris, édité par le comité d'action des régions dévastées, juin 1925.
Archives départementales du Nord, 79 J CC 121.



M. LOUCHEUR.

Louis Loucheur, député, ministre de la Reconstitution industrielle (1918-1920) puis des Régions libérées

Né à Roubaix, ce polytechnicien fonde la Société générale d'entreprises (future VINCI) en 1908, avant de devenir fournisseur de l'armée en 1914. Entré au gouvernement en 1916, il est en charge de l'Armement. Nommé ministre de la Reconstitution industrielle (1918-1920) puis des Régions libérées (1921-1922), ce député d'Avesnes visite la région dès la fin 1918 pour évaluer les dégâts et chiffrer les besoins. Adeptes du « bien faire et laisser braire » (sa devise), il travaille à la remise en état des routes, des voies ferrées et des usines. Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, il fait voter en 1928 la loi sur les habitations à bon marché (HBM) qui porte son nom. Il favorise la modernisation de l'habitat et l'apparition de nouveaux quartiers.

Célestin-Auguste [sic] Jonnart 1857-1927.

Photographie d'Henri Manuel, héliogravure de P. Le Rat.

Dans Frédéric François-Marsal, *Notice sur la vie et les travaux de Charles Jonnart (1857-1927)*, Lue dans la séance du 20 décembre 1930.

Paris, typographie de Firmin-Didot et C^{ie}, 1931.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 26 J 1.



*Célestin-Auguste Jonnart
1857-1927*

Charles Jonnart (1857-1927), sénateur, ministre et pré- sident du conseil général du Pas-de-Calais (1903-1927)

Originaire de Fléchin, Jonnart fait son droit à Paris et commence une carrière d' élu local (conseiller général en 1886) puis national (député en 1889) du Pas-de-Calais. Il est un personnage-clé du centre-droit et devient bientôt ministre (des Travaux publics en 1893, des Affaires étrangères en 1913).

Sénateur du Pas-de-Calais en 1914 puis ministre du Blocus (novembre 1917), il œuvre pendant et surtout après la guerre à la reconstruction des Régions envahies puis libérées. Plusieurs communes du Pas-de-Calais (Fléchin, Fauquembergues, Quelmes, Saint-Omer) donnent à des rues le nom du président du conseil général.

Émile Basly, maire de Lens, et Élise Guyot, inspectrice du ministère des Régions libérées, visitant les « revenants ».

Tirage photographique de Royer à Paris, inséré dans Émile Basly, *Le martyre de Lens. Trois années de captivité*, Paris, 1918. Lens, juin 1919.

Archives départementales du Pas-de-Calais, BHA 537BI.

Émile Basly (1854-1928), maire de Lens (1920-1928)

Ancien mineur devenu syndicaliste, Basly est député socialiste (extrême-gauche) de Paris (1885-1889), puis du Pas-de-Calais (1891-1928). Maire de Lens à partir de 1900, il demeure sur place pendant la Première Guerre mondiale ;

otage des Allemands, il est évacué en 1917 et raconte en 1918 *Le Martyre de Lens, trois années de captivité*. Principal artisan de la reconstruction de la ville au lendemain du conflit, il voit son nom donné à son principal boulevard.

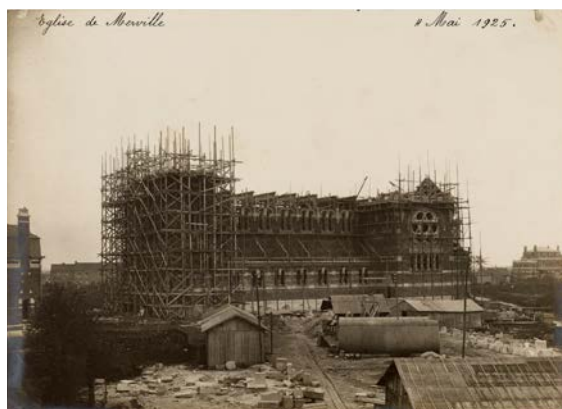
De mai à décembre 1919, Élise Guyot visite 108 communes du Pas-de-Calais. Elle recense les besoins, en particulier en matière d'hygiène ou d'éducation, et mène campagne pour les foyers civiques, lieux de sociabilité devant détourner le peuple du cabaret.



Photographies de bâtiments publics reconstruits par Louis-Marie et Louis-Stanilas Cordonnier : églises de Feuchy, Merville et Béthune.

Tirages photographiques du studio Cayez et anonyme.
1924-1927.

Archives départementales du Nord, 136 J 24, 25 et 36.



Louis-Marie Cordonnier (1854-1940), membre du comité interministériel à la Reconstitution (1916), puis président de la Société centrale des architectes (1918-1922)

Louis-Marie Cordonnier prend part très tôt à l'organisation du relèvement de la France après la Grande Guerre. Sur le terrain, il défend les intérêts des sinistrés, veille à l'implication des architectes, entrepreneurs et artisans locaux et préconise leur fédération dans des coopératives de reconstruction. L'agence qu'il dirige avec son fils Louis-Stanilas (1884-1960) à Lille adapte des procédés industriels modernes aux chantiers qui consacrent le béton et la brique locale. Plus de trente réalisations, dont les centres-villes d'Armentières, Bailleul, Merville, Laventie, les sièges des compagnies des mines d'Anzin et de Lens, le beffroi et l'hôtel de ville de Comines, les églises de Béthune, Fauquissart, Fleurbaix, Waziers et la nécropole de Notre-Dame-de-Lorette, témoignent de leur attachement au régionalisme septentrional et à l'éclectisme médiéval. Les notions de temps et de lieu y sont essentielles : pour ces opposants au Bauhaus allemand et au purisme formel du Mouvement moderne, l'architecture doit se conformer aux techniques, moyens et usages contemporains sans renoncer à ses racines artistiques régionales et françaises.

2.2.3. Reconstitution économique, industrielle et agricole

L'Office pour la reconstitution industrielle (ORI) et l'Office pour la reconstitution agricole (ORA)

Apparus en août 1917 mais véritablement opérationnels au printemps 1919, ces deux organismes ont pour objectif de faciliter le redémarrage de la production, industrielle pour le premier, agricole pour le second, dans les régions envahies par l'ennemi. Ils centralisent toutes les opérations d'inventaire des dommages de guerre, avant indemnisation par l'Allemagne vaincue.

L'ORI est bien vite destinataire de milliers de dossiers qui rendent compte des destructions, prélè-

vements et autres pillages, mais permettent aussi de dresser une carte de l'activité industrielle à la veille de la guerre. Il chiffre les dégâts, valide les devis et verse les sommes destinées au déblayage des gravats, à la reconstruction du bâti et à l'achat de nouvelles machines.

L'ORA doit de son côté permettre la remise en état des sols en assurant leur désobusage, leur nivellement et l'évacuation des débris. Il coordonne ensuite l'achat de matériel, de bétail,

d'engrais, de semences au profit des agriculteurs locaux. Il participe enfin à la transformation des exploitations, en diffusant les tracteurs dans la région.

Si l'ambition initiale est de « reconstituer », suggérant une reconstruction « à l'identique » qui interdirait de fait toute modernisation, celle-ci a pourtant lieu avec l'électrification des usines et la motorisation des campagnes.

Les industries

Briqueterie Malbezin.

Tirage photographique.
Carvin, 24 juillet 1921.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 8 Fi 1445.

Arthur Malbezin développe, à Carvin, peu avant la guerre, plusieurs activités parallèles : hôtellerie rue du Centre (vers 1905), auquel s'adjoint en 1908 un estaminet avec cinéma sur

la Grand Place ; ainsi qu'une entreprise de travaux publics dès 1908-1909, située rue de Libercourt, comprenant une briqueterie à l'air libre, mais aussi douze maisons ouvrières et deux

cantines, édifiées en 1912. La production de la saison 1912-1913 atteint 2,5 millions de briques. Parti de Carvin dès octobre 1914, Malbezin reprend la briqueterie à son retour en 1919.



Femme sur une machine agricole.

Prise de vue de Charles Lecointe.

Négatif souple.

1938.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 36 Fi 004/775.



Pour rétablir l'autosuffisance du pays en céréales, malgré la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement multiplie les mesures incitatives, la propagande par la presse ou au sein des syndicats agricoles. Dès 1921, la production de blé

du Pas-de-Calais et du Nord retrouve son niveau d'avant-guerre, avec un rendement annuel supérieur à la moyenne des autres départements, soit 22 et 25 quintaux à l'hectare. Cette hausse est due au développement de la mécanisation et de sa

mutualisation, à la sélection des semences, à l'usage généralisé des engrais. Elle entraîne toutefois une surproduction, en raison de la baisse parallèle de la consommation.

2.3. LA MODERNISATION DE LA RÉGION

2.3.1. (Ré)inventer la vie d'après

Commune d'Estaires, plan de l'étude sommaire d'aménagement. Travaux de réalisation immédiate.

23 février 1922.

Archives départementales du Nord, 10 RA 529.

L'article 7 de la loi du 14 mars 1919 précise la procédure d'élaboration des plans. Elle comprend plusieurs étapes. Le conseil municipal doit décider par délibération de la réalisation d'un plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension. Il désigne ensuite une commission chargée

de sa préparation et de son application. Puis, une enquête publique est lancée afin de requérir les doléances des habitants. Le projet est examiné par une commission départementale d'aménagement et d'extension des villes et villages qui dresse un rapport à destination du conseil

municipal et de la commission supérieure dépendant du ministère de l'Intérieur. Finalement, le projet est adressé au préfet qui le transmet au ministère. Après examen, le ministre consulte la commission supérieure. À terme, un décret présidentiel d'utilité publique entérine le plan validé.



Honoré Cornudet (1861-1938) et sa loi de planification urbaine (1919-1924)

Cornudet fait figure de précurseur de la planification urbaine en France. Député de Seine-et-Oise depuis 1898, il est en 1913 le rapporteur des lois « relatives aux plans

d'aménagement et d'extension des villes ». Réélu en 1919, il est le président de la commission de l'Administration générale, départementale et communale et fait adopter la loi portant son nom, votée le 14 mars 1919 et complétée le 19 juillet 1924. Elle impose aux villes de plus de 10 000 habitants de se doter

d'un « plan d'aménagement, d'embellissement et d'extension ». Si la mesure est nationale, elle a un impact majeur sur les communes de la région, directement marquées par les destructions, et accompagne leur reconstruction.

Reconstruction de maisons ouvrières des mines route d'Arras à Lens, par l'entreprise Boulanger.

Tirage photographique.

Lens, 1922.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 8 Fi 1970.

Entièrement détruite au lendemain du conflit, Lens fait l'objet en 1918 d'un premier projet de reconstruction, abandonné car trop coûteux, puis d'un second, approuvé par le conseil municipal du 21 janvier 1922, et par décret d'utilité publique le 14 septembre 1923. Sous l'impulsion

du maire Émile Basly, les rues du centre-ville sont élargies et redressées sur un plan en damier, des voies nouvelles relient les quartiers entre eux et deux axes est-ouest se rattachent, au nord et au sud, aux routes nationales. Dans les nouveaux lotissements, à l'emplacement des marais, les

rues en étoile aboutissent à des ronds-points. Les cités minières sont, en revanche, reconstruites à l'identique, et la compagnie des mines de Lens refuse de prendre en compte l'essentiel du plan municipal.



Maisons n° 2 à 8 de la Grand' Place de Béthune en voie d'achèvement.

Prise de vue de François-Xavier Singier.

Tirage photographique.

Béthune, vers 1926.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 6 FIC 730.

Le centre-ville de Béthune est détruit à 90 % en 1918. Au cœur de la Grand' Place, trône un beffroi du XIII^e siècle, et aux abords subsistent les vestiges de maisons flamandes du Moyen Âge et de la Renaissance. Sous l'égide de la commission d'esthétique communale, Jacques Alleman, un architecte bordelais, se voit confier le plan d'ensemble

de la place, ainsi que les immeubles du secteur sud-est. Il en fait un décor théâtral, au style pittoresque et régionaliste. Il accorde une importance particulière aux balcons et aux pignons « flamands », de grande hauteur pour compenser l'étroitesse des parcelles, propose des agrafes de balcons spectaculaires, ajoute des ferronneries et des verrières

art déco... Chaque maison comprend un magasin au rez-de-chaussée et des logements aux étages. Alleman est aussi sélectionné en 1926 pour l'hôtel de ville, inauguré le 7 avril 1929. Il meurt en 1945 à Lille, où il a édifié le monument aux morts du palais Rihour et l'Institut Diderot.



2.3.2. Le progrès accessible à tous ?

Les transports

Chambre de commerce Boulogne-sur-Mer. Phare de la digue Carnot. Société nationale des chemins de fer français.

Affiche, dessin de Gustave Umbdenstock.

Lille, imp. L. Danel, sans date.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 17 FiB 1118

Né à Colmar, Gustave Umbdenstock est devenu après-guerre directeur des services d'architecture de la compagnie des chemins de fer du Nord : il en reconstruit une partie des gares, ainsi que des postes d'aiguillage aménagés dans des tours florentines inspirées des beffrois (à Lille-Délivrance, Leval...). Il conçoit aussi le feu de Saint-Pol (phare de Dunkerque), et l'église Saint-Louis de Grenay. Son affiche entend glorifier le port de Boulogne-sur-Mer et sa chambre de commerce, par le biais d'un phare jamais réalisé. Elle porte originellement la mention « Chemin de fer du Nord », remplacée par « Société nationale des chemins de fer français », par collage d'un bandeau, après la création de cette dernière le 31 août 1937.



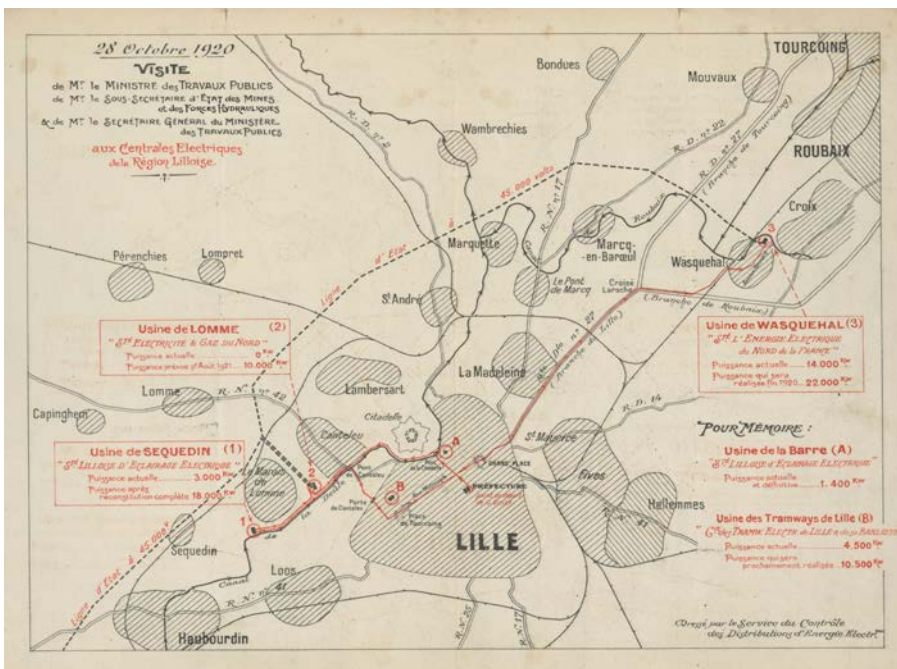
Carte des usines électriques de la région lilloise.

Lille, 28 octobre 1920.

Archives départementales du Nord, 6 Z 2066.

Les centrales électriques appartiennent à plusieurs sociétés qui se partagent la production. En 1934, dix d'entre elles fournissent

la quasi-totalité de l'énergie électrique du département. La plus importante est située à Wasquehal.



Pose des premières canalisations d'eau à Étaples.

Prise de vue d'Achille Caron.

Tirage photographique.

Juillet-août 1927.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 87 J 3.

À la différence du Touquet, équipée depuis 1904, Étaples ne dispose pas d'adduction d'eau potable avant les années vingt. L'eau y est de mauvaise qualité, qu'elle provienne de puits individuels de faible profondeur dans le quartier bourgeois, ou de citernes « mal entretenues » pour les quartiers ouvrier et marin. En outre, « le tout à la rue est le système d'évacuation habituel des ordures et eaux usées » (rapport au Conseil supérieur

d'hygiène publique, 5 mai 1924).

Le projet de réseau d'eau du 1^{er} octobre 1923 est toutefois trop onéreux : la ville traite, les 17 août et 11 décembre 1926, avec la société des eaux de Berck-sur-Mer, Le Touquet-Paris-Plage et extensions, concessionnaire pour cette dernière, et bénéficie ainsi de ses infrastructures (forages et usine élévatoire du Rombly) ; les travaux ont lieu à l'été 1927 et sont reçus dès le 27 décembre.

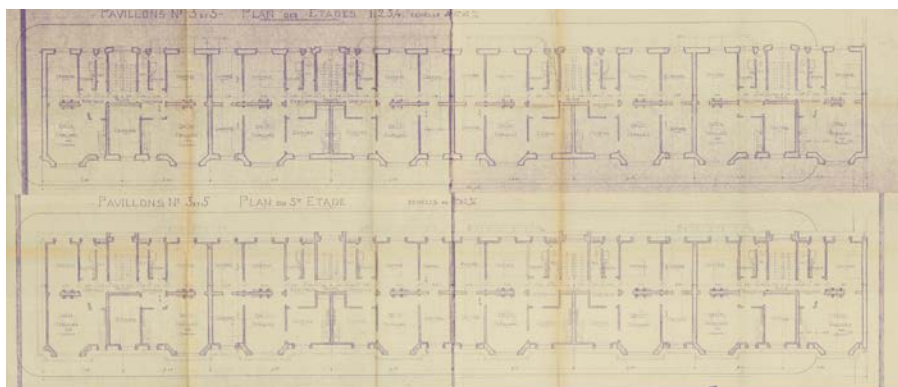
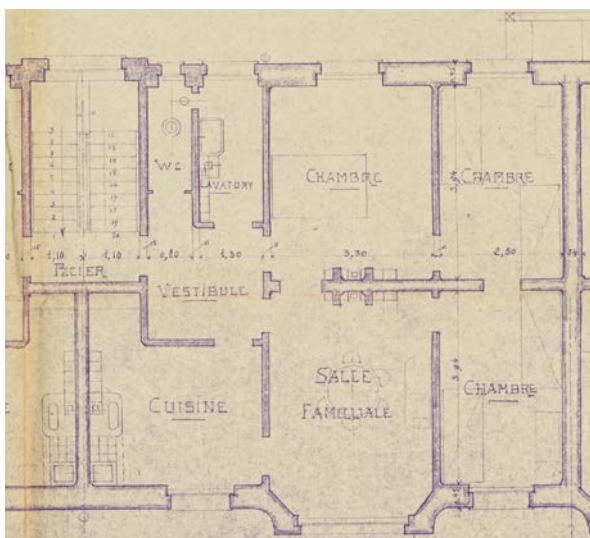


Plan des H.B.M. situés Faubourg de Béthune. Pavillons 3 et 5, les étages.

Lille, août 1931.

Archives départementales du Nord, X 10/34332.

L'ensemble « Verhaeren » est construit entre 1931 et 1938 sur la zone non aedificandi laissée libre par le déclassement de la place militaire lilloise (loi du 19 octobre 1919). Ces appartements, plus ou moins grands, édifiés par l'architecte lillois François Delemer (1860-après 1940), disposent d'une salle d'eau (« lavatory ») et de WC privatisés, symbole de la recherche d'un confort nouveau et de la mise en œuvre des idées hygiénistes.



Vue générale de la cité du Montgré et du jardin d'enfants.

Prise de vue attribuée à Henri Flament.

Positif sur plaque de verre.

Avion, [1918-1929].

Archives départementales du Pas-de-Calais, 45 Fi 145.

Comme les sociétés houillères, la compagnie des chemins de fer du Nord loge sur place ses ouvriers. Une cité des cheminots, la « cité Nord », voit le jour en 1884 à Avion, au sud de la gare de Lens. Après la guerre, l'ingénieur Raoul Dautry est chargé de la programmation des logements pour la compagnie : une cité de 800 habitations est édifiée aux confins d'Avion, Méricourt et Sal-laumes, sur un terrain entouré de voies ferrées. Inaugurée le 30

septembre 1923, elle dispose de toutes les infrastructures modernes (écoles publiques, cabinet médical, dispensaire, salle des fêtes, bibliothèque...).

À l'emplacement de la cité Nord, naît en outre la cité Montgré : le plan en damier initial a été respecté, avec introduction de lignes courbes pour certaines rues. Une annexe enfantine, « la petite école », aujourd'hui rasée, occupe l'angle des rues Gugelot et Victor-Hugo.



Avant-projet d'école de plein air à Roubaix proposé par l'architecte parisien Jacques Gréber.

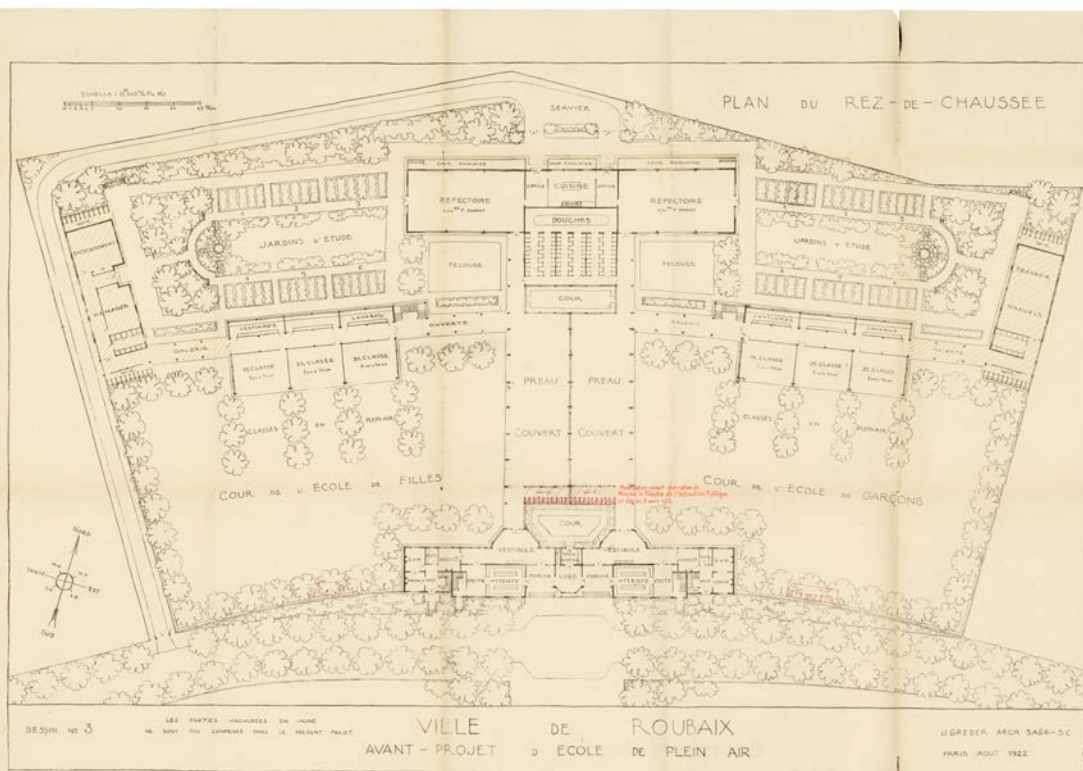
Plan.
1922.

Archives départementales du Nord, 2 O 669/83.

L'école de plein air est créée en 1921 et accueille 400 élèves, répartis entre six classes de garçons et six de filles. La première année, les classes trouvent un abri dans des tentes Bessonneau, qui sont remplacées l'année suivante par des baraques, suffisamment vastes pour protéger des intempéries les salles de classe, une salle de douches et un abri réservé à la culture physique.

L'école fonctionne ainsi jusqu'à la construction des bâtiments

définitifs en 1931, grâce à la municipalité de Roubaix et à la donation de 500 000 francs, effectuée par une Américaine originaire de Roubaix



2.3.3. Mutations et crises sociales

La Grande Guerre introduit des changements notables dans la vie quotidienne des salariés : la loi du 23 avril 1919 fixe la durée de la journée de travail à 8 heures – soit de 48 à 44 heures par semaine –, et ce n'est qu'à partir de 1936 que la semaine de 40 heures est adoptée. C'est également le gouvernement du Front populaire

qui fait voter les quinze jours de congés payés, une véritable première en France.

Chacun peut désormais en profiter, Français comme étrangers. Ces derniers sont plus nombreux, principalement des Polonais et des Italiens, les pertes du conflit rendant nécessaire le recours à

des bras jeunes et vigoureux.

Et si les salaires augmentent (peu), ils sont rapidement grignotés par la « vie chère » (on ne parle pas encore d'inflation) et la stabilisation Poincaré de 1928 qui dévalue de fait le franc de 80 %.

De la journée de huit heures à la semaine de quarante heures

Pour le maintien de la loi des 8 heures. Actions à Tourcoing.

Affiche.
Tourcoing, imp. Lison, 1922.
Archives départementales du Nord, non coté.

La réduction à huit heures de la journée de travail n'est que progressivement appliquée. Les amendes infligées à ceux qui l'enfreignent sont dérisoires et les heures supplémentaires restent possibles. Les critiques patronales n'en sont pas moins vives et une révision de la loi est étudiée par les députés au début de 1922. Les syndicats sortent, eux, affaiblis de l'échec de la grève de mai 1920 et de la scission de décembre 1921, par le départ de la Confédération générale du travail unitaire, proche des communistes.

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
Fédération Nationale Textile Unitaire
Chambre Syndicale Ouvrière Textile de Tourcoing et Environs

VENDREDI 12 MAI, à 7 heures du soir
SALLE DE LA MAISON DU PEUPLE
105, RUE DE LA CITÉ

RÉUNION GÉNÉRALE
des Ouvriers **TEINTURIERS** et **APPRÊTEURS**
DE TOURCOING ET MOUSCRON

ORDRE DU JOUR :
Question de Salaire - La loi de huit heures

Car n'oubliez pas Camarades que les Ouvriers du Bâtiment par suite de leur forte cohésion ont obtenu des augmentations de salaires, nous espérons que vous n'êtes pas moins organisés qu'eux et que vous saurez également faire valoir vos droits à la vie. Votre catégorie est la moins payée de toutes et cependant journellement vous êtes dans une atmosphère empoisonnée et malsaine. Ce n'est pas en faisant des heures supplémentaires que vous devez gagner votre journée mais en huit heures. Donc Camarades Teinturiers et Apprêteurs tous à la Réunion Vendredi à 7 heures.

Le même jour et à la même heure, GRANDE RÉUNION
de tous les Hommes de Peine
des peignages, filatures, tissages, triages, etc.
pour les mêmes motifs que pour les Teinturiers et Apprêteurs
Tous à la Réunion le **Vendredi 12 Mai, à 7 heures**, à la Maison du Peuple, rue de la Cité, 105.

Nos Travaux de la Région (1922) - Tourcoing - 105 rue de la Cité (non coté)
Pour la Commission du Syndicat Textile de Tourcoing.
V. DEPOORTER.

Carte d'identité de travailleur étranger délivrée par le préfet de l'Aube à Alberto Priori.

1936.

Archives départementales du Nord, 321 W 315656.

Pendant la Première Guerre mondiale est instituée en France une carte d'identité pour les étrangers. Le décret d'avril 1917 prévoit l'identification de tous ceux présents sur le sol national. Ils sont soumis à une déclaration obligatoire et à une évaluation individuelle en préfecture. En contrepartie, ils reçoivent un récépissé leur permettant d'attendre leur régularisation. La délivrance de la carte est soumise à une taxe spécifique.

Durant l'entre-deux-guerres, plusieurs textes renforcent leur contrôle et aboutissent à la création de cartes particulières aux non travailleurs et aux travailleurs. La validité de la carte varie de 1, 3 ou 10 ans. À chaque renouvellement, le demandeur est obligé de rendre l'ancienne et de satisfaire aux obligations administratives.

Valable seulement pour le Département de l'Aube

CARTE
VALABLE
du 6 mai 1936
au 6 mars 1937

Délivrée par M. le Préfet
de l'AUBE
Le 19 SEPT 1936
Le Préfet
Charles Préfet,
Chef de Bureau Délégué

Signature du titulaire
Priori Alberto

Nom: Priori
Prénoms: Alberto
Né le 19 août 1917
à Corniglio (Italie)
de Augusto Natani
né à Corniglio
en 1880
et de Cleto
née à Corniglio
Profession: Secrétaire de long
Nationalité: Italienne
Mode d'acquisition de cette nationalité:
filiation, mariage, naturalisation (rayer
les mentions inutiles).
Situation de famille: célibataire, marié, veuf,
divorcé (rayer les mentions inutiles)

Boucherie-épicerie tenue par des Polonais, avec enseigne bilingue.

Prise de vue de Kasimir Zgorecki.

Tirage photographique.

Entre 1920 et 1930.

Musée national de l'histoire de l'immigration, Palais de la Porte Dorée, 2008.44.1.

Né à Herne (Allemagne) le 1^{er} juin 1904, de parents installés dans la Ruhr, Kasimir Zgorecki les suit en France à l'âge de seize ans. Mineur à la fosse 10 de

Billy-Montigny, il devient photographe à Rouvroy en 1924. Pour une clientèle essentiellement polonaise, il réalise des portraits, individuels ou de famille, ainsi que

des photographies de commerçants devant leur magasin avec leurs employés.



La convention du 3 septembre 1919 entend faciliter l'émigration collective en France d'ouvriers polonais, et répondre ainsi à la misère des populations rurales du nouvel État, tout en permettant de reconstruire les régions françaises dévastées. S'y ajoute de 1920 à 1925 l'arrivée de travailleurs qualifiés des mines de charbon débauchés dans la Ruhr. En dix ans, près d'un demi-million de Polonais s'installent en France, en particulier dans le

Nord (76 500) et surtout le Pas-de-Calais (115 200), qui en est profondément transformé : les exploitations rurales n'attirent en revanche que 15 % d'entre eux. La concentration polonaise atteint 45 % dans les communes du bassin minier, voire 80 % autour des puits.

Tract syndical protestant contre le licenciement et le départ forcé de travailleurs polonais de la compagnie de Nœux-les-Mines.

16 décembre 1933.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 1 Z 407.

Les ouvriers polonais sont parmi les premières victimes des difficultés économiques. En octobre 1933, la compagnie des mines de Nœux entend ainsi licencier, en particulier au sein des étrangers, par un appel au volontariat avec paiement des frais de retour, ou par désignation d'office. Pour le second départ, le 19 décembre, faute de volontaires, « les services de la Compagnie désignent

[...] les ouvriers dont le rendement est insuffisant, ceux dont la conduite laisse à désirer et les individus signalés par son service de renseignements » (rapport du sous-préfet de Béthune, 12 décembre).

À l'appel du syndicat unitaire, une manifestation a lieu devant les bureaux de la compagnie le 18, mais c'est un échec et la

compagnie accepte seulement de remettre aux rapatriés les certificats leur permettant de toucher l'indemnité de chômage et de prendre à sa charge le transport du mobilier et la nourriture du voyage. Le 19, une cinquantaine d'ouvriers polonais partent en camion, en chantant *L'Internationale*.

CAMARADES MINEURS...

La Cie de NOEUX vient de licencier des mineurs polonais qui ont plusieurs années de présence dans leur Cie.

Ils n'ont même pas le droit d'obtenir le secours au chômage, parce que la Cie se refuse de leur donner un certificat pour le chômage.

En conséquence, ils sont obligés de retourner en POLOGNE.,

Camarades mineurs français, soutenez ces ouvriers.

Tous à la manifestation ~~MAINTENANT~~
LUNDI 18 DECEMBRE A 10 HEURES AU
GRAND BUREAU DES MINES DE NOEUX
pour exiger la réintégration de ces congédiés.

LES SECTIONS SYNDICALES UNITAIRES DE
LA CONCESSION DE NOEUX.

COMPAGNIE

Compagnie Nœux wyrzuca na bruk robotników polskich którzy stracili swa zdrowie w jej kopalniach. To co spotkało dziś jednych jutro może spotkać nas wszystkich. Jedynie przez masowa walkę możemy się przeciwstawić wydaleniom. Dyrekcja jest tak bezczelna że wydłużając robotnikom daje im nawet seryfikatów na uzyskanie szonazu pomimo zew myśl prawo t się im należy.

Zadamy dla wyjeżdżających 150 fr. zapomogi, opłatę za cały bagaż, isertyfikatów dla uzyskania zapomóg w PŁsce, jednocześnie ponownego przyjęcia dla tych którzy zostali wydalen przynusowo. Stawcie się wszyscy w poniedziałek 18 o.12. przed grand biuro w Nœux dla poparcia zadani wyjeżdżających i dla pozegnania ich.

SEKCJE UNTERSKE.

Uwaga/ poniedziałek o 10 rano,

Feuille de tickets de pain.

Mai 1919.

Archives départementales du Nord, J 1699.

La fin de la guerre n'a pas sonné la fin des difficultés pour les habitants du Nord et du Pas-de-Calais. L'industrie, tributaire de la reconstruction, est en lente reprise, et l'agriculture, soumise au nettoyage des sols, est en souffrance d'autant que la première récolte d'après-guerre n'a pas encore été moissonnée. De même, les réseaux de circulation ne sont pas encore remis en état, compliquant l'approvisionnement des zones dévastées. La rapidité de la reconstruction ne doit pas masquer les difficultés quotidiennes, rationnement, chômage, vécues par les habitants durant l'immédiat après-guerre.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU RAVITAILLEMENT. — 1919. — A. N.

31	100 grammes de MAI PAIN	30	100 grammes de MAI PAIN	29	100 grammes de MAI PAIN	28	100 grammes de MAI PAIN
Songez à aller chercher votre Feuille de Tickets pour Juin							
27	100 grammes de MAI PAIN	26	100 grammes de MAI PAIN	25	100 grammes de MAI PAIN		
24	100 grammes de MAI PAIN	23	100 grammes de MAI PAIN	22	100 grammes de MAI PAIN	21	100 grammes de MAI PAIN
20	100 grammes de MAI PAIN	19	100 grammes de MAI PAIN	18	100 grammes de MAI PAIN	17	100 grammes de MAI PAIN
16	100 grammes de MAI PAIN	15	100 grammes de MAI PAIN	14	100 grammes de MAI PAIN	13	100 grammes de MAI PAIN
12	100 grammes de MAI PAIN	11	100 grammes de MAI PAIN	10	100 grammes de MAI PAIN	9	100 grammes de MAI PAIN
8	100 grammes de MAI PAIN	7	100 grammes de MAI PAIN	6	100 grammes de MAI PAIN	5	100 grammes de MAI PAIN
4	100 grammes de MAI PAIN	3	100 grammes de MAI PAIN	2	100 grammes de MAI PAIN	1	100 grammes de MAI PAIN

*La discipline alimentaire
est une des formes de la
force morale par quoi les
Français pourront témoi-
gner qu'ils sont dignes de
la Victoire.*

ACHAT
NORD
DEPARTEMENTALES

PRIÈRE DE DÉCOUTER SOIGNEUSEMENT LES TICKETS
EN SUIVANT LES TRAITS QUI LES SÉPARENT

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU RAVITAILLEMENT

Feuille de Tickets de Pain — Mai 1919

Budget capitaliste. Pour la mort, pour la vie.

Affiche de la SFIO pour les élections législatives d'avril 1936.

Paris, imprimerie artisanale Bérout, 1936.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 4 Z 596.

Alors que la reprise s'amorce au printemps 1935 dans le reste du pays, le Pas-de-Calais connaît de nouvelles difficultés économiques jusqu'au début de 1936. Aux élections législatives, les partis de gauche, unis dans le Rassemblement populaire,

font de la crise et des menaces de guerre des thèmes majeurs de la campagne, alors que la droite cherche à effrayer en rappelant l'échec du Cartel des gauches ou la situation espagnole. La participation est exceptionnelle (87,73 % au premier tour). Cinq députés

de droite (39,57 %) sont élus dans les zones rurales ; la gauche bénéficie de l'élan unitaire, avec trois radicaux-socialistes (9,54 %), six socialistes (22,7 %) et un communiste (15,8 %).



Grèves à Bruay-sur-Escaut.

Tirages photographiques.

1936.

Archives départementales du Nord, 5 b Fi Bruay.



VILLEGIATURES ESTIVALES

TOURISME

ARRAS

Visitez la Ville
des Monuments historiques
Son magnifique Hôtel de Ville

LES CHAMPS DE BATAILLE DE L'ARTOIS

Le Cimetière national de **NOTRE-DAME DE LORETTE**

Hôtels et Maisons recommandées



AUBERGE DE LA TRANCHÉE DES SAULES
à 400 m. du Cimetière de N.-D. de Lorette, à 600 m. du Diorama

Maison BOUILLET-GOURLAIN
Tél. Angres n° 4

Rue Nationale, Chemin du R. d'Anglèterre — AIL-SUR-ETRE
Cuisine soignée — Prix modiques — Chambres pour voyageurs
Gouvernants de M.-D. de Lorette

UNE JOURNÉE à

PARIS-PLACE - STELLA-PLACE - MERLIMONT - BERCK-PLACE

Du 1^{er} JUILLET au 30 SEPTEMBRE
tous les Dimanches et Jours de Fête

Départ d'ARRAS au autocars de
grand luxe à 7 heures

CAPÉ LEON, place de la Gare
Retour à ARRAS le soir vers 12 h. 30

Remargues et Inscriptions chez :
W. VERLOPPÉ, 45, rue de Cambrai
 Téléphone 301 ARRAS

CAFÉ LEON, place de la Gare
 Téléphone 194 ARRAS

CAFÉ DU CENTRE
 Téléphone 29 AUBREYEN-AR-ARTOIS

PRIX du parcours
aller et retour

35 f.

« Villégiatures estivales ».

Encart publicitaire dans *Le Courrier du Pas-de-Calais*, 18 juillet 1936.
Archives départementales
du Pas-de-Calais, PG 2/88.

Les congés payés sont l'une des plus grandes réussites du Front populaire. Le gouvernement obtient de fortes réductions sur les billets de chemin de fer. Des aides financières sont aussi apportées pour le logement. Si les départs sont peu fréquents en 1936, faute de préparation, la pratique se répand dès l'année suivante.

2.3.4. Loisirs et culture

Parce que la guerre a été une atroce boucherie, les survivants veulent profiter de la vie qui s'offre à eux. Les comportements changent, les modes évoluent et les Français aspirent à plus de liberté et à de nouveaux divertissements.

Louise s'enthousiasme ainsi pour les magazines qui paraissent désormais et rendent compte des nouveautés. Elle serait bien tentée par une coupe à la garçonne, mais a peur que cela ne « fasse pas convenable » pour

une veuve de guerre mère de deux enfants. Alors elle s'intéresse aux musiques et aux danses modernes qui ont fait leur apparition : le jazz, débarqué avec les Américains en 1917, le swing, le charleston, le tango. Et faute d'aller danser, elle écoute avec gourmandise les émissions musicales sur son poste TSF.

François se découvre quant à lui une passion pour le cinéma. Il suit les aventures de Charlie Chaplin et de Douglas Fairbanks, stars du muet, jusqu'à ce que le cinéma

parlant, apparu en 1927, ne constitue un vrai choc. Il a l'impression d'y être et se précipite pour voir *Tarzan, l'homme singe*, sur les écrans en 1932.

Projet pour un cinéma au Touquet-Paris-Plage : façade principale.

Plan d'André Poëlle, architecte DPLG.
Paris, 24 février 1939.
Archives départementales du Pas-de-Calais, M 5682.

Avec l'avènement du parlant, et malgré le renforcement des mesures de sécurité, le nombre de salles de cinéma ne cesse de croître dans la région, jusque dans les plus petites villes : 382 disposent d'au moins une salle en 1931, pour 98 570 fauteuils. Au Touquet, au premier semestre 1939, la société Chanoue et C^{ie}, de Courbevoie, aménage un cinéma de 362 places, le Vog, à l'emplacement du Moulin-Rouge-Cinéma. Renommé Le Djinn, le cinéma est autorisé par la municipalité le 27 mai. L'exploitation en est assurée par Francis François, directeur du Sélect (cinéma édifié en 1928 par Louis Quételart dans l'annexe de l'hôtel Normandy), président du syndicat des directeurs de cinémas du Nord de la France.



Bals et spectacles.

Affiches.

Denain, imp. Rolier : Valenciennes, imp. Théry, 1922.

Archives départementales du Nord, non coté.



Colonie de vacances de la ville de Bois-Colombes à Stella-Plage. Garçon assis sur un ballon de caoutchouc, porté par les jambes d'enfants allongés sur la plage.

Stella-Plage, [1936-1939 ?].

Archives départementales du Pas-de-Calais, 4 Fi 4061.

Nées en France dans les années 1880, les colonies de vacances ont pour objectif d'envoyer quelques semaines au grand air les enfants des quartiers défavorisés et de leur apprendre à vivre ensemble. Elles sont dues à l'initiative de paroisses, d'associations laïques, d'entreprises ou de municipalités. Leur essor est notable dès l'entre-deux-guerres.



Le sport, marqueur d'un certain retour à la normale

Avant comme après 1914, le cyclisme est très populaire en France. Le rétablissement des principales courses constitue un signe fort de retour à la normale. Dès le début 1919, *L'Auto* (l'ancêtre de *L'Équipe*) relance le Paris-Roubaix qui se tient fin avril. 280 km au départ de Suresnes, vers Le Vésinet, Beauvais, Doullens et Amiens avant de traverser le bassin

minier dévasté et une arrivée avenue de Jussieu (actuelle avenue Jean-Jaurès), la piste du vélodrome étant impraticable à la suite des destructions de l'occupation. Seuls 77 des 132 inscrits prennent le départ ; ils ne sont plus que 25 à l'arrivée, à commencer par le Français Henri Pélissier qui couvre la distance en 12 h 15.

À l'été, le parcours du 13^e Tour de France propose quant à lui un tracé par l'Alsace réintégrée au territoire. Le départ est

donné le 29 juin, lendemain de la signature du traité de Versailles et se termine par deux belles étapes dans la région : un Longwy-Dunkerque longeant la frontière et permettant à chacun de découvrir les ruines et « l'Enfer du Nord », et un Dunkerque-Paris traversant le Pas-de-Calais avant de foncer vers Amiens. Sur les 60 coureurs au départ, seuls 11 arrivent à Paris, après 5 560 km.

Union des sociétés de gymnastique de France. 43^{ème} fête fédérale à Lille.

Affiche.

Lille, imprimerie Dubar frères et C^{ie} d'après un dessin de Lucien Jonas, 1921.

Archives départementales du Nord, M 161/33.



Le Touquet-Paris-Plage. Match de water-polo à la piscine.

Prise de vue Pecceu.

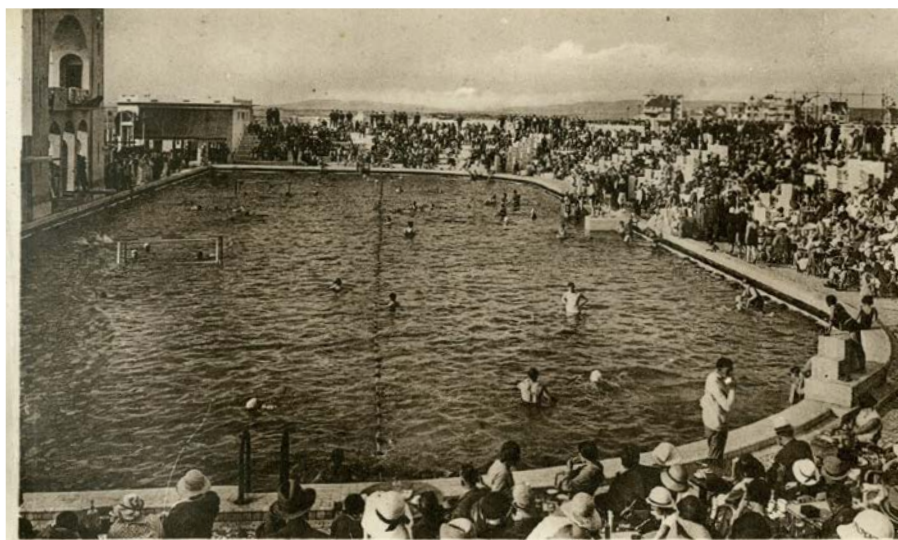
Carte postale.

Strasbourg, LL édit., Compagnie alsacienne des arts photomécaniques, 1930.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 5 Fi 826/453.

Dans les stations balnéaires de la Côte d'Opale, les élites se sont adonnées, dès la Belle Époque, aux « sports anglais », tennis, golf ou sports nautiques, comme le water-polo. Définis par des règles strictes, donnant lieu à des compétitions et à de nouvelles formes de sociabilité, certains d'entre eux se popularisent à

partir du début du XX^e siècle. La piscine du Touquet, de style art déco, est construite en bordure de mer par l'architecte André Bérard ; elle est inaugurée le 28 mars 1931 et est très tôt décrite comme la plus belle d'Europe. Des gradins de 1 800 places donnent sur un bassin de 66 mètres de long et 25 de large.



351 LE TOUQUET-PARIS-PLAGE
Match de Water-Polo à la Piscine (André Bérard, Arch., Clavier, Entrepr.) — LL Cliché Pecceu

Archives départementales du Pas-de-Calais. PE 42.

par la compagnie des mines de Lens, l'équipe accède au football professionnel en 1934 et peut attirer des vedettes françaises ou étrangères. Elle atteint la première division en 1937. En août, paraît *Sang et Or*, le bulletin officiel du Supporters' Club.

outil de « la bonne harmonie »
entre « joueurs, dirigeants, amis
et supporters, foule sportive
heureuse aussi de sentir qu'elle
fait partie intégrante de cette
grande famille qu'est son club ».



2.4. LA POLARISATION DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Si tout le monde s'accorde à dire en 1919-20 que la Grande Guerre doit être la « der des der », la situation se tend au cours des deux décennies suivantes. C'est le résultat de l'apparition de nouveaux partis politiques (comme le PCF en 1920), de la crise économique (à partir de 1929-31) et des tensions internationales croissantes (dès 1934). Le pacifisme initial fait place à un nationalisme intransigeant, doublé d'un antiparlamentarisme militant fragilisant la République (cf. l'émeute du 6 février 1934).

Dans la région aussi, les tensions sont fortes entre militants de gauche et partisans des ligues de plus en plus ouvertement d'extrême-droite. Dans les villes et les campagnes, les anciens combattants comme les ouvriers d'usines, dont des collègues de François, sont largement sollicités et parfois mobilisés lors de manifestations. Un cousin de Louise accuse les étrangers d'être responsables du chômage et se réjouit que la loi du 10 août 1932 « protégeant la main-d'œuvre nationale » permette

l'expulsion de mineurs polonais en 1934-35.

Et les tensions internationales (de l'occupation de la Ruhr à la guerre d'Espagne en passant par le réarmement allemand) ne font que fragiliser une situation intérieure toujours plus difficile. Dans la région comme ailleurs, chacun a ses raisons de s'inquiéter, des anciens combattants comme François aux mères de famille comme Louise, qui tous craignent le retour de la guerre.

2.4.1. Les femmes dans la société d'après-guerre

La Première Guerre mondiale a profondément modifié la place des femmes dans la société. D'abord parce qu'il leur a fallu gérer seules le quotidien de leur famille et donc disposer d'une liberté qui leur était largement interdite avant 1914. Mais aussi parce qu'elles entrent en masse sur le marché du travail, avant tout industriel.

Et même si elles disposent librement de leur salaire depuis 1907, le retour à la paix est rude. Pour Louise, outre la douleur de la perte de son mari, elle manque de perdre son emploi et de retourner « s'occuper de son intérieur », d'autant que ce n'est qu'en 1938 que l'incapacité civile des femmes est supprimée.

Elle s'inquiète de son avenir et de celui de sa fille, mais se réjouit d'apprendre que les programmes d'enseignement sont identiques pour les filles et les garçons à partir de 1924. Elle suit avec attention les débats relatifs au vote des femmes et enrage de voir le Sénat sans cesse repousser cette mesure.



L'emprunt de la paix.

Dessin par Henri Lebasque.

Affiche.

Paris, imprimerie Maquet, 1917.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 17 F1B 206.

Femmes républicaines. Menez campagne dans vos foyers contre les cartellistes et les socialistes qui veulent étouffer vos voix.

Affiche.

Paris, imprimerie Service de la propagande, 1927.

Archives départementales du Nord, M 37/81.



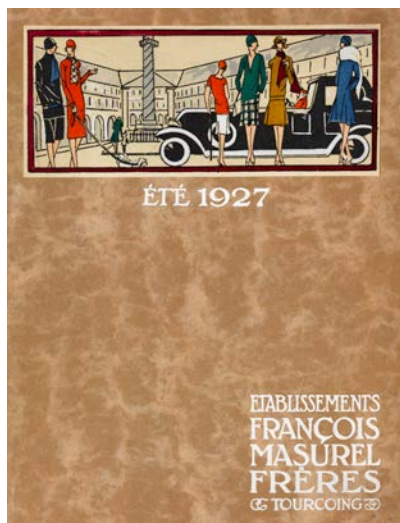
Catalogue pour la collection été 1927 des établissements François Masurel frères, Tourcoing.

Paris, 1927.

Archives départementales du Nord, 67 Fi 27.

Les femmes se libèrent du carcan des vêtements qui déforment le corps. Adieu corsets et faux-culs... ce sont cheveux et robes courtes qui imposent une image

plus libre de la femme. Les professionnels du textile proposent des collections qui répondent à ces envies de modernité.



2.4.2. Crises intérieures et tensions internationales

Si la victoire est suivie d'une période d'espoir et de fête, les inquiétudes resurgissent bien vite. Certains militent en faveur d'une réconciliation franco-allemande, difficilement acceptable pour la majorité, d'autant que les réparations tardent à être versées, entraînant l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges (1923).

Peu à peu, les oppositions se cristallisent sur fond d'affrontements idéologiques, y compris au sein de groupes longtemps soudés, comme les anciens combattants. Les camarades de régiments de François se partagent ainsi entre patriotes intransigeants membres des ligues d'extrême-droite et militants du Parti communiste.

Et les crises internationales ne font qu'attiser les tensions. La guerre d'Espagne mobilise les deux camps, de Madrid à Barcelone, alors que les appétits territoriaux du chancelier Hitler divisent les Français entre nationalistes décidés à en découdre et pacifistes prêts à des concessions. En 1939, Louise n'accepterait pas que son fils aille « mourir pour Dantzig ».

Crises intérieures

**50 ans à vivre dans...
le milieu du travail et
rien n'est fait pour nous
préparer! [...] Camarade ne
crains rien la J.O.C. est là !**

Caen, imp. art. Malherbe, [1927-1939].
Archives départementales du Pas-de-Calais, 17 FiB 651.

Créée en Belgique en 1925, la Jeunesse ouvrière chrétienne s'implante à Lille deux ans plus tard. Dans le Pas-de-Calais, l'abbé Joseph Hébert, vicaire à Lens, se consacre à son expansion: il regroupe les sections qui naissent dans le bassin minier au sein d'une fédération Arras-Lens, dont il organise, le 13 octobre 1929, la première journée d'études. Sous son égide, naît aussi la Jeunesse ouvrière chrétienne féminine, et se développent les syndicats chrétiens. Leur essor est considérable: le congrès des syndicats chrétiens rassemble plus de 30 000 militants à Béthune, le 21 mai 1939.

**50 ANS A VIVRE DANS...
LE MILIEU DE TRAVAIL**
et rien n'est fait pour nous y préparer...!
**NOTRE MÉTIER SERA
NOTRE SEUL GAGNE PAIN**
et nous devons le choisir au "petit bonheur"...!
**NOTRE VIE OUVRIÈRE DOIT
ÊTRE FIÈRE ET DIGNE**
elle nous écrase et nous démoralise...!
**NOUS SOMMES ...
DES JEUNES**
VOULANT UNE VIE HUMAINE...!
**ON N'A PAS LE DROIT DE NOUS
ABANDONNER !**
nous appelons...
A L'AIDE !

Camarade ne crains rien la J.O.C est là !
Lisez la Jeunesse Ouvrière-Assistez à nos Réunions Populaires

IMP. ART. MALHERBE DE CAEN

Pour la paix sociale. Les Jeunesses patriotes formeront le rempart contre lequel se briseront les hordes révolutionnaires. Enrôlez-vous.

Affiche de propagande d'André Galland.

Paris, imp. *Le National*, vers 1928.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 17 FIB 650.

Émanation de la Ligue des patriotes devenue indépendante en 1926, les Jeunesses patriotes prônent l'anticommunisme, l'autorité et le nationalisme social. Elles recrutent à Paris et

dans les villes universitaires. Elles participent à une manifestation organisée à Arras le 6 février 1934, en écho à celle de Paris. Elles ne sont alors présentes qu'au chef-lieu du département

et à Boulogne-sur-Mer, mais essaient de s'implanter dans le bassin minier (Carvin), jusqu'à leur transformation en parti politique en novembre 1935.



Abonnez-vous au "NATIONAL": 15 fr. par an, 48 fr. par an, 12 fr. par an. 6, place du Panthéon, Paris (VI)

Tract d'appel à manifestation antifasciste par le Comité local de lutte contre le fascisme, Dunkerque.

Dunkerque, imprimerie Pacaud,

23 avril 1934.

Archives départementales du Nord,

M 149/29.

Face au fascisme

Camarades Travailleurs !

Pour le maintien de nos libertés si durement acquises, et devant le défi qui vous est lancé par le fascisme organisé, votre devoir vous commande de vous trouver **ce Soir, 23 courant**, à 18 h. 30, devant la salle Ste-Cécile.

HAUT LES CŒURS !

Pour le respect de nos libertés

Pour le COMITÉ ANTI-FASCISTE : LEDOUX.

Élections législatives de 1936. Manifeste Croix de Feu. Pour le peuple, par le peuple.

Paris, Helpé, 1936.

Archives départementales du Pas-de-Calais, 4 Z 807.

Créés en 1927, les Croix-de-Feu s'élargissent vite au-delà d'un noyau initial d'anciens combattants, et deviennent la plus puissante des liges, sous l'impulsion du lieutenant-colonel de La Rocque. Ils apparaissent dès 1929 dans le Nord, et en 1932 dans le Pas-de-Calais, sur la côte d'Opale. Le retentissement du 6 février 1934, puis un travail de terrain intense facilitent leur forte progression. Uniquement urbain, le mouvement se concentre dans le bassin minier, le Boulonnais et l'Audomarois, atteignant 7 000 adhérents en 1936. Son recrutement est jeune, centré sur les classes moyennes. Son idéologie est une mystique floue, nationaliste, antiparlemen-

taire et anticommuniste. Refusant de participer aux échéances électorales, il incite seulement à éliminer les « profiteurs » et les « indignes » : il ne présente pas de candidat, mais met en place des commissions de surveillance. À la suite d'affrontements avec des communistes à Limoges le 16 novembre 1935, sa dissolution est votée le 10 janvier 1936 et devient effective par décret du 23 juin. Le 12 juillet, se réunit l'assemblée générale constitutive du Parti social français, qui poursuit son ascension, avec 20 000 membres dans le Pas-de-Calais (arrondissements de Béthune, Arras, Boulogne et Saint-Omer), contre 13 000 pour la SFIO ou le PC.

VOULEZ-VOUS rejeter les ordres, non pas seulement de quelques centaines de familles, mais de quelques milliers d'individus de toute appartenance qui drainent, exploitent, dilapident l'épargne française ?

VOULEZ-VOUS, dignes de toute notre tradition, marcher audacieusement de l'avant vers tous les progrès humains ?

VOULEZ-VOUS éviter des aventures, des dictatures, le fascisme, l'hitlérisme, et, conséquence inéluctable, la révolution rouge ?

VOULEZ-VOUS restaurer la liberté de penser, de travailler, ouvrir définitivement la porte à l'égalisation des citoyens vers le haut et non point à leur nivellement vers le bas ?

VOULEZ-VOUS que notre pays, dégagé de toute alliance immorale, entièrement maître de lui-même et de ses destins, reprenne son rôle éternel de soutien de la paix et de l'honneur du monde civilisé ?

VOULEZ-VOUS écarter pour jamais le spectre de la banqueroute dont la menace recommence à peser sur vous et sur vos enfants ?

VOULEZ-VOUS éviter la guerre ?

ÉCOUTEZ L'ARBITRAGE DU MOUVEMENT CROIX DE FEU !

Prenez conseil de nos dirigeants locaux.

Soutenez nos principes et appuyez nos choix dans votre circonscription, lors de vos prochains votes.

Vous obtiendrez un premier résultat d'amélioration, de rajeunissement des milieux parlementaires. Ces derniers compteront enfin avec vous, et non point avec les puissances d'argent et de destruction qui aujourd'hui manœuvrent furtivement, sournoisement, tous les partis sans exception.

AINSI S'IMPOSERA BIENTOT, SANS VIOLENCE NI CATASTROPHE, SANS GUERRE CIVILE ET SANS MISÈRE, LE GRAND ET DÉFINITIF ARBITRAGE, CELUI DU PEUPLE, CELUI DE LA RÉCONCILIATION FRANÇAISE, ANNONCÉE, PROTÉGÉE, INSTAURÉE
PAR LE MOUVEMENT CROIX DE FEU

Au nom du Mouvement Croix de Feu
la ROCQUE



Appel à manifester contre la guerre par la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) de Templemars.

Affiche.

Lille, Imprimerie ouvrière, 1922.

Archives départementales du Nord, non coté.

CONTRE LA GUERRE

Dimanche 2 Juillet, à **LILLE**, les Partis Socialistes de France, d'Angleterre et de Belgique, organisent un

MEETING MONSTRE

où prendra la parole

le Tribun de Gand **E. ANSEELE**

N'oublions pas que cette Guerre de **Profit** pour les **Capitalistes de tous pays** a coûté **1.500.000 morts et de nombreux Mutilés**.

N'oublions pas que c'est grâce aux manifestations **chauvines** de toutes sortes : retraites militaires, parades, défilés ou autres, que les Gouvernements surchauffent les esprits et **préparent de nouvelles guerres**.

Contre ces Démonstrations Guerrières,

Prouvons notre amour profond de la Paix et de l'humanité.

Sous les plis du beau Drapeau Rouge, symbole du sang versé par la classe ouvrière pour son affranchissement, symbole de l'entente entre tous les peuples, symbole de la Justice, de la Paix,

GROUPONS - NOUS !

Le S. F. I. O. de Templemars.

Enfant lisant *L'Intransigeant*.

Prise de vue attribuée à Charles Lecointe.

Positif sur plaque de verre teintée.

Mars 1936.

Archives départementales du Pas-de-Calais,
36 Fi 004/141.

Il s'agit du numéro du dimanche 8 mars 1936, annonçant le coup de force d'Hitler en Rhénanie.



Défense de la paix. Réunions le jeudi 26 mars.

Tract du Groupe antifasciste boulonnais.
Boulogne-sur-Mer, [1936].

Archives départementales du Pas-de-Calais, 2 Z 237.

L'invasion italienne en Éthiopie, en octobre 1935, puis l'entrée des troupes allemandes en Rhénanie, le 7 mars 1936, engendrent de profondes inquiétudes en France. Les groupes et cercles antifascistes, nés de la réaction au 6 février 1934, multiplient les appels « à tous les hommes de cœur [...] afin de former des comités de défense de la paix, pour lutter ensemble pour assurer définitivement sur des bases solides la paix universelle par la fraternité internationale des peuples ».

La Cobla de Barcelone. L'orchestre populaire catalan dans ses merveilleuses « sardanes » [...]. Calais, le 5 décembre.

Tract du Comité d'aide à l'Espagne républicaine, Les Maisons de la Culture, Paix et Liberté (Amsterdam-Pleyel), Secours populaire de France, Lille, imp. Planquart, 1936.
Archives départementales du Pas-de-Calais, 2 Z 237.

Si Léon Blum accepte de ne pas intervenir après le coup d'État militaire du général Franco de juillet 1936, de nombreux meetings sont organisés par le Rassemblement populaire en soutien aux républicains espagnols. Mais le fossé se creuse entre partisans et adversaires de la neutralité. Des jeunes, du bassin minier comme de la côte, partent combattre au sein des brigades internationales.

DÉFENSE DE LA PAIX

La Paix est menacée. Le monde risque à nouveau d'être mis à feu et à sang.

Le pays doit prendre conscience de ce danger redoutable, déclenché par les pays de fascisme.

*Le Japon envahit et s'annexe d'immenses provinces chinoises
L'Italie conduit sa guerre de brigandage en Éthiopie.*

Hitler veut priver la France du soutien de l'Union Soviétique dans la défense de la paix et révèle ses desseins belliqueux en déchirant les traités et en faisant entrer ses troupes dans la zone rhénane démilitarisée.

*Il faut que la réprobation populaire monte contre le
Fascisme qui conduit à la guerre.*

Les Travailleurs Boulonnais se feront un devoir d'assister aux réunions de protestation contre la guerre et exigeront que la Paix soit défendue

— contre le fascisme extérieur ;

— contre les fascistes de l'intérieur, au service des capitalistes et des marchands de canons, ennemis de la Paix, qui n'hésitent pas, par haine du Peuple, à soutenir l'hitlérisme et à se faire les agents de l'Etranger.

Réunions le Jeudi 26 Mars

à 20 h. 30

Quartier de Bréquerecque : Salle de l'Eden.

Quartier du Centre : Le Trianon.

Quartier du Dernier-Sou : Salle Levat.

Quartier de St-Pierre : Salle Caron.

Quartier de Capécure : Salle de la Boulonnaise.

Le Groupe Antifasciste Boulonnais.

COMITÉ D'AIDE A L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE - LES MAISONS DE LA CULTURE
PAIX ET LIBERTÉ (AMSTERDAM-PLEYEL) - SECOURS POPULAIRE DE FRANCE

LA COBLA DE BARCELONE

L'ORCHESTRE POPULAIRE CATALAN DANS SES MERVEILLEUSES "SARDANES"

JOUERA

à la GRANDE MANIFESTATION pour
L'AIDE A L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

cù parleront des Orateurs du Front Populaire et Martha DESRUMEAUX, retour d'Espagne

CALAIS

LE 5 DÉCEMBRE, A 20 H. 30, SALLE DE L'ÉLYSÉE.

Prix d'Entrée : 1 et 2 Fr.
Imp. Planquart, 3-7, r. Desbrosses, Lille

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Généralités

Éric BUSSIÈRE et Laurent WARLOUZET (dir.), *Histoire des provinces françaises du Nord*, tome 6 : 1914-2014, Arras, Artois Presses Université, 2015.

Yves LE MANER, « Histoire du Pas-de-Calais 1815-1945 », *Mémoires de la Commission départementale d'histoire et d'archéologie du Pas-de-Calais*, t. XXX, 1993.

La Première Guerre mondiale

Guide des sources de la guerre 1914-1918 dans le Nord, Villeneuve d'Ascq, Archives départementales du Nord / Presses Universitaires du Septentrion, 2009.

Yann HODICO, *14-18. Combats de femmes*, catalogue d'exposition, Dainville, Archives départementales du Pas-de-Calais, 2016.

Yves LE MANER, *La Grande Guerre dans le Nord-Pas-de-Calais, 1914-1918*, Lille, éditions La Voix, 2014.

Yves LE MANER et Alain JACQUES, *Photographies de l'enfer et du chaos : combattants et paysages de la Grande Guerre dans le Nord-Pas-de-Calais*, catalogue d'exposition, Helfaut-Wizernes, La Coupole, 2008.

Le Nord en guerre, 1914-1918, catalogue d'exposition, Lille, Archives départementales du Nord, 2008.

L'ombre portée de la Grande Guerre

Peggy BETTE, « Reclassement des victimes de la Première Guerre mondiale. Le cas de la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés en France (1923-1939) », *Annus* [en ligne], 6 | 2006.

Michaël BOURLET, « L'expérience de la guerre des soldats du Nord-Pas-de-Calais : Chtimi s'en va-t-en guerre », *Les petites patries dans la Grande Guerre*, M. Bourlet, Y. Lagadec et E. Le Gall (dir.), Rennes, PUR, 2013.

Emmanuelle DANCHIN, *Le temps des ruines (1914-1921)*, Rennes, PUR, 2015.

Bruno CABANES, *La victoire endeuillée : la sortie de guerre des soldats français. 1918-1920*, Paris, Le Seuil, 2004.

Sophie DELAPORTE, *Les Gueules cassées : les blessés de la face de la Grande Guerre*, Paris, Noësis, 1996.

Bénédicte GRAILLES, *Mémoires de pierre. Les monuments aux morts de la première guerre mondiale dans le Pas-de-Calais*, catalogue d'exposition, Dainville, Archives départementales du Pas-de-Calais, 1992.

Henri GUILLEMAIN et Stéphane TISON, *Du front à l'asile, 1914-1918*, Paris, Alma, 2013.

Olivier FARON, *Les enfants du deuil : orphelins et pupilles de la nation de la première guerre mondiale (1914-1941)*, Paris, La Découverte, 2001.

Images de la reconstruction : Arras 1918-1934. Photographies du fonds Decaux, catalogue d'exposition, Dainville, Archives départementales du Pas-de-Calais, 1997.

Jean-François MONTES, « L'Office national des anciens combattants et victimes de guerre. Création et actions durant l'entre-deux-guerres », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2002/1, n° 205, p. 71-83.

Pierre ROMIEN, « À l'origine de la réinsertion professionnelle des personnes handicapées : la prise en charge des invalides de guerre », *Revue française des affaires sociales*, 2005/2, n° 2, p. 229-247.

La renaissance d'une région

Pascal BREMERSCH, Jean-Michel DECELLE, 1936. *Le Front populaire dans le Pas-de-Calais*, Dainville, Archives départementales du Pas-de-Calais, 1997.

Éric BUSSIÈRE, Patrice MARCILLOUX et Denis VARASCHIN (textes réunis, présentés et publiés par), *La Grande Reconstruction : reconstruire le Pas-de-Calais après la Grande Guerre*, actes du colloque d'Arras, 8-10 novembre 2000, Arras, Archives départementales du Pas-de-Calais, 2002.

Stephen D. CARLS, *Louis Loucheur 1872-1931 : ingénieur, homme d'État, modernisateur de la France*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2000.

Marie CEGARRA, Olivier CHOVALUX, Rudy DAMIANI [et al.], *Tous gueules noires : histoire de l'immigration dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais*, catalogue d'exposition, Lewarde, Centre historique minier, 2004.

Hugh CLOUT, *After the ruins. Restoring the Countryside of Northern France after the Great War*, Exeter, University of Exeter Press, 1996.

Gilles FUMEY, « Le Tour de France ou le vélo géographique », *Annales de géographie*, vol. 650, 2006/4, p. 388-408.

Jean-René GENTY, *Les étrangers dans la région du Nord : repères pour une histoire régionale de l'immigration dans le Nord-Pas-de-Calais, 1850-1970*, Paris, L'Harmattan, 2009.

Marcel GILLET, Yves-Marie HILAIRE (dir.), *De Blum à Daladier. Le Nord-Pas-de-Calais, 1936-1939*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1979.

La Grande Reconstruction : reconstruire le Pas-de-Calais après la Grande Guerre, catalogue d'exposition, Dainville, Archives départementales du Pas-de-Calais, 2000.

Richard KLEIN, *Le Touquet Paris-Plage, la côte d'Opale des années trente*, Paris, Institut français d'architecture, Norma éditions, 1994.

Anne MARTIN-LANGLÉ, *Georges Forest (1881-1932) : un pionnier de l'architecture industrielle dans les régions septentrionales*, thèse d'histoire de l'art (F. Robichon dir.), Université Lille3, 2003.

Diana PALAZOVA-LEBLEU, *La place de Louis-Marie et Louis-Stanislas Cordonnier dans les évolutions architecturales et urbanistiques en Europe septentrionale, 1881-1940*, thèse d'histoire de l'art (F. Robichon dir.), Université Lille3, 2009.

Diana PALAZOVA-LEBLEU, « L'application de la loi Loucheur dans la région lilloise. Les modèles architecturaux », *Revue du Nord*, 2008/1, n° 374, p. 173-181.

Jean VAVASSEUR-DESPERRIERS, *République et liberté : Charles Jonnart, une conscience républicaine, 1857-1927*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1996.

Patrick WINTREBERT, *Le uitrail dans le Pas-de-Calais de 1918 à 1939*, catalogue d'exposition, Dainville, Archives départementales du Pas-de-Calais, 1989.

Libère les mots !

Pour évoquer la guerre et la renaissance du Nord et du Pas-de-Calais, certains mots sont indispensables. Retrouve-les dans la grille de mots mêlés. Ils peuvent être de gauche à droite, de haut en bas et en diagonale.

Mobilisation, guerre, exode, bataille, résistance, civils, réfugiés, libération, armistice, prisonniers, destructions, mutilés, orphelins, martyres, renaissance, emprunt, agriculture, industrie, reconstruction, architecte, travail, transport, culture, société, paix.

H	J	M	M	E	Ç	Q	M	R	E	N	A	I	S	S	A	N	C	E	H
S	H	M	A	R	T	Y	R	E	S	F	X	R	E	F	U	G	I	E	S
L	Q	Q	X	U	E	I	R	T	S	U	D	N	I	Z	A	P	X	Ç	O
I	U	G	Ç	T	H	T	R	A	N	S	P	O	R	T	Y	X	Ç	E	X
V	X	D	A	L	Y	O	F	M	B	E	Y	Z	J	B	T	N	I	F	L
I	F	H	V	U	B	N	E	G	K	K	B	E	T	P	R	H	Y	A	G
C	W	D	J	C	Q	Z	P	D	C	P	E	A	I	V	Z	S	U	O	P
T	Y	R	U	V	M	N	O	I	T	C	U	R	T	S	N	O	C	E	R
M	O	B	I	L	I	S	A	T	I	O	N	A	M	A	F	D	Y	A	T
Z	P	R	I	S	O	N	N	I	E	R	S	E	T	E	I	C	O	S	R
L	X	L	I	A	V	A	R	T	E	X	O	D	E	T	X	L	M	P	G
Y	H	T	Ç	Ç	A	G	R	I	C	U	L	T	U	R	E	P	L	W	S
E	T	C	E	T	I	H	C	R	A	N	C	R	T	N	W	O	F	E	K
Z	P	K	U	Y	V	S	N	O	I	T	C	U	R	T	S	E	D	L	V
T	X	T	G	B	V	K	C	E	L	M	W	C	U	U	R	Y	S	N	M
E	C	N	A	T	S	I	S	E	R	L	A	R	M	I	S	T	I	C	E
H	P	B	O	S	Ç	S	B	K	V	P	N	T	E	R	R	E	U	G	Q
W	X	Q	L	I	B	E	R	A	T	I	O	N	W	S	R	T	W	T	M
H	M	U	T	I	L	E	S	K	A	T	N	U	R	P	M	E	U	E	H
Ç	C	L	N	V	W	S	C	J	O	R	P	H	E	L	I	N	S	P	U

Vrai ou Faux ?

Connais-tu les acteurs de la Reconstruction ? Teste tes connaissances en répondant à ce vrai-faux !

	VRAI	FAUX
Émile Basly était maire de Bruay		
Honoré Cornudet était ministre de la Reconstitution industrielle		
Louis Peulabeuf a introduit le béton armé en France		
Paul Decaux était sénateur du Pas-de-Calais		
Charles Jonnart est né à Fléchin		
La devise de Louis Loucheur est : « bien faire et laisser braire »		

Cherche l'erreur

Pour reconstruire leur territoire, les habitants du Pas-de-Calais se sont mobilisés. Cette affiche, destinée à promouvoir l'emprunt national, montre qu'ouvriers et paysans reprennent le travail alors que la femme retourne à son rôle traditionnel de mère de famille. Entoure les 7 erreurs qui se sont glissées.



Rébus

Créée en 1906, cette équipe passe sous la houlette d'une puissante société des mines en 1934. Trouve la solution à ce rébus pour retrouver son nom.



Découvre dans l'exposition 3 autres sports.

Femmes défendez-vous!

Ce bulletin d'adhésion à l'Union des femmes contre la misère et la guerre manque de couleurs. Colorie les vignettes.



**NOS DROITS CIVILS
ET POLITIQUES.**

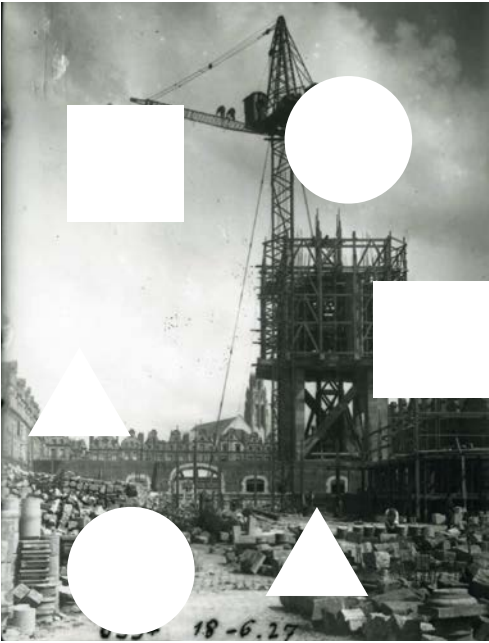


LE DROIT AU TRAVAIL.

Prêt à reconstruire ?

Le 21 octobre 1914, à 10 h 50, le beffroi d'Arras s'écroule sous les bombardements : il devient dès lors un symbole de la « barbarie » allemande et classe Arras parmi les villes martyres de France. Après la guerre, il est reconstruit « à l'identique » par l'architecte Pierre Paquet, ancré sur une solide armature de béton et d'acier. Il est inauguré en 1932.

Reconstitue le puzzle.



1. 

2. 

3. 

4. 

5. 

6. 

La phrase codée

Sachant que le mot **loisirs** s'écrit: **hkeoen**

Décode cette phrase pour savoir pourquoi ces baigneuses semblent si heureuses et trouve dans l'exposition la date de cette avancée sociale.

ha bñkjp lklqhwena wyknza hao
yjkcao lwuao wqt kqrneano



La date est :

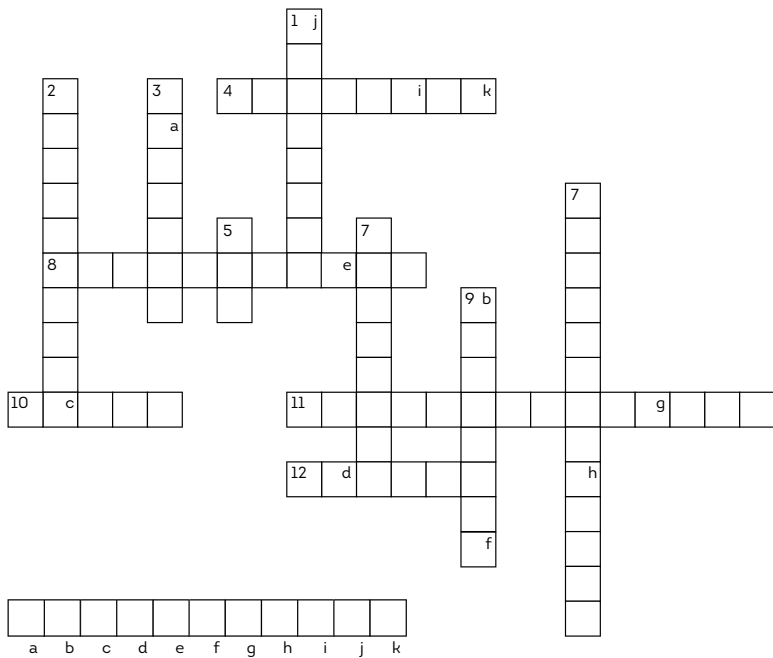
Reconstruis le futur!

La reconstruction a permis d'améliorer le cadre de vie des habitants du Nord et du Pas-de-Calais. Comme les architectes de l'époque l'ont fait avant toi en édifiant la cité-jardin, imagine la ville du futur...



Les mots en chantier !

En 1932, Arras fait la fête ! Mais que célèbre-t-elle ? Pour le savoir aide-toi des textes et des illustrations de l'exposition pour remplir cette grille de mots croisés.



Horizontalement

- (4) Type d'idéal féminin des années 1920, revendiquant l'égalité entre les hommes et les femmes, et le droit pour les femmes de jouir de la vie.
- (8) Dans le Pas-de-Calais, elle concerne surtout les Polonais à partir de 1919.
- (10) Lieu où l'on projette des films.
- (11) Installation de l'énergie électrique dans la région dans les années 1920.
- (12) Lieu où l'on cultive des légumes et où l'on plante des fleurs.

Verticalement :

- (1) Homme politique français, il crée la première loi de planification urbaine (1919-1924).
- (2) Celle de 1939 était consacrée au Progrès social.
- (3) Sa durée est de 8 heures par jour après la guerre.
- (7) Synonyme d'amélioration.
- (5) Office de reconstitution industrielle.
- (6) Homme politique français, il crée une loi qui prévoit l'intervention financière de l'État en faveur de l'habitation populaire.
- (9) Les Français sont incités à y souscrire pour financer la reconstruction.

